

# LYON 2009

CAHIER

## ENTRETIENS JACQUES-CARTIER

LE DEVOIR



À Lyon et dans sa banlieue, comme à Chambéry, Saint-Étienne ou Grenoble, 2600 personnes ont participé à l'un ou l'autre des 20 colloques tenus aux Entretiens Jacques-Cartier, où 644 experts ont témoigné, dont 225 étaient québécois et 24, canadiens.

FRANCE TOURISME

## Nécessaires dialogues

### Lyon et Montréal doivent demeurer des capitales du savoir

Jean Charest y a eu une présence remarquable. Ailleurs, d'autres Québécois ont fait étalage de leurs expériences et de leurs connaissances. Les Entretiens Jacques-Cartier sont d'ailleurs inscrits dans plus d'un agenda annuel, que celui-ci soit politique, universitaire, commercial ou administratif. En 2009, le Centre Jacques Cartier a organisé les 22<sup>es</sup> rencontres annuelles. Bienvenue dans le monde du savoir.

NORMAND THÉRIAULT

**P**aul Davenport est un ancien professeur et vice-principal de l'Université McGill. Par la suite, il fut président de l'Université de l'Alberta et de l'Université Western Ontario. Aux recteurs et directeurs de grandes écoles qui, ce matin du 28 novembre dernier, s'étaient retrouvés au Cercle de l'Union, sis place Bellecour à Lyon, il fit une déclaration chiffrée, comme on

Tel est le savoir, son poids et son rôle, quand tous s'entendent pour dire que la nouvelle économie dans un monde mondialisé sera plus tard racontée en termes d'innovation, de connaissances et de recherche.

De 32 pays

Si Alain Bideau et son équipe, sous la présidence du Québécois Pierre Marc Johnson, sont déjà en train de préparer les Entretiens de 2010 et de planifier ceux qui auront lieu en 2017 à

Montréal, qui fêtera alors la 375<sup>e</sup> année de sa fondation, ils en sont toutefois toujours à l'heure du bilan, encore, disons-le, re-

**Au-delà des diverses communications, il y a encore à inscrire au bilan des Entretiens Jacques-Cartier les réseaux qui se tissent**

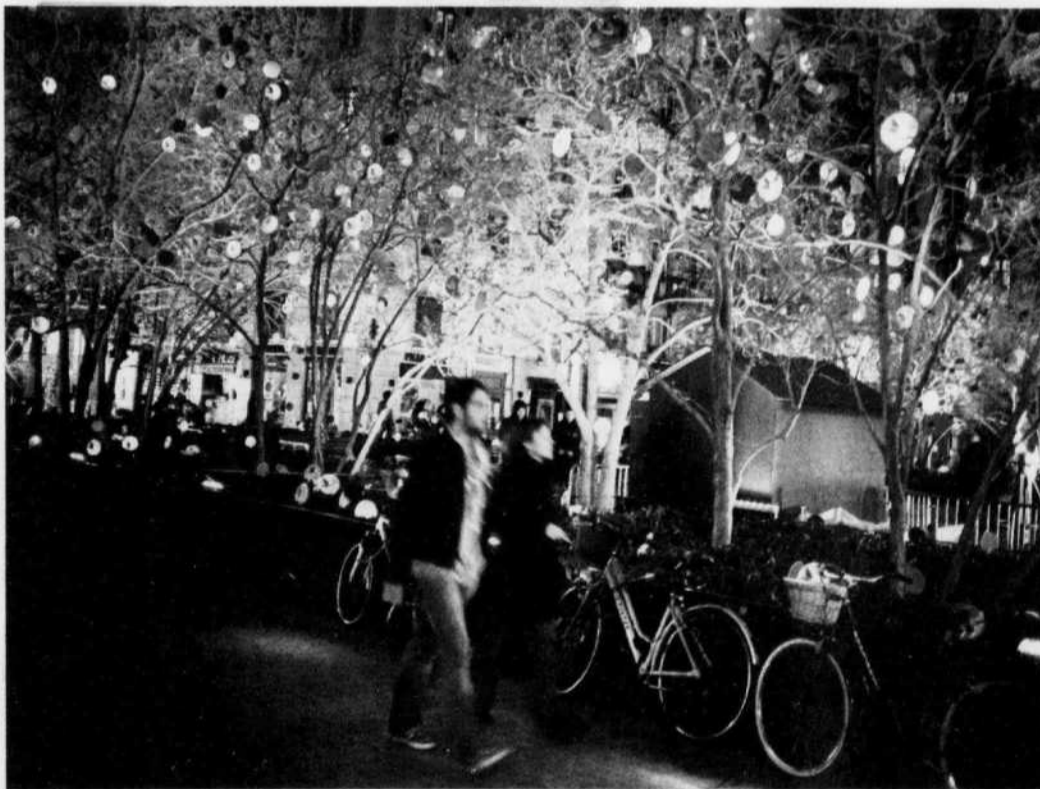
doit s'y attendre de la part d'un économiste de formation, qui est la sienne. Avec sa déclaration, il a établi l'importance du savoir dans ce monde où l'économie semble être devenue la mesure de toutes choses.

Une enquête menée en 2003 par le Massachusetts Institute of Technology (MIT) a établi que, des 105 000 étudiants qui avaient fréquenté l'établissement et qui avaient accepté de répondre à un sondage, plus de 8000 d'entre eux avaient fondé une entreprise, créé des emplois pour 3,3 millions de personnes et généré des fonds évalués à plus de 1850 milliards de dollars. Avec de tels chiffres, à l'échelle mondiale, le MIT se classerait ainsi comme la onzième puissance économique mondiale! Et dans ces statistiques ne figuraient pas, entre autres car décédés, les fondateurs d'une Hewlett-Packard ou d'une Intel.

luisant. Car l'édition 2009 établit des statistiques qui témoignent de la vitalité de l'entreprise.

À Lyon, et dans sa banlieue, comme à Chambéry, Saint-Étienne ou Grenoble, 2600 personnes ont participé à l'un ou l'autre des 20 colloques tenus où 644 experts ont témoigné, dont 225 étaient québécois et 24, canadiens. En fait, cette année, universitaires et chercheurs de même niveau provenaient de 32 pays, de la Chine comme de l'Europe, du Vietnam comme de l'Amérique latine.

Et, au-delà des diverses communications, il y a encore à inscrire au bilan les réseaux qui se tissent. Ainsi, on voit un Robert Olivier, de l'Agence métropolitaine de transport de Montréal, être à tu et à toi avec un Bernard Rivalta, de la SYTRAL lyonnaise, comme il est coutumier d'entendre que si Montréal aura un jour un tramway



JEAN-PHILIPPE KSIAZEK AGENCE FRANCE-PRESSE

Si Montréal, ville jumelée avec Lyon depuis maintenant 30 ans, a un festival «en lumière», il faut savoir que ce modèle a été repris de sa jumelle outre-Atlantique.

qui circule sur son territoire, celui-ci sera presque lyonnais de forme et de conception.

Villes et régions

Et des modèles ailleurs se mettent ainsi en place. On parlera de santé, on revivra la culture, on concevra des villes, on analysera polymères et produits générés par les nanotechnologies, tout comme on aura des échanges francs. Un premier ministre du Québec, ici Jean Charest, aura ainsi eu l'audace de demander aux Français de mieux afficher, avec fierté et précision, leur langue quand ils interviennent dans les domaines scientifiques ou économiques. Son mot a d'ailleurs connu son heure de gloire.

Et il y a plus. Si Montréal, ville jumelée avec Lyon depuis maintenant 30 ans, a un festival «en lumière», il faut savoir que ce modèle a été repris de sa jumelle outre-Atlantique. Et les

Convertible, geste lyonnais d'intervention par la culture en milieu urbain, a donné idée à la québécoise Culture pour tous de lancer des projets identiques: ainsi circula un Tricobus dans la région de Portneuf. Et on pourrait poursuivre quand on parle d'aménagement du territoire, de santé ou de nanoscience.

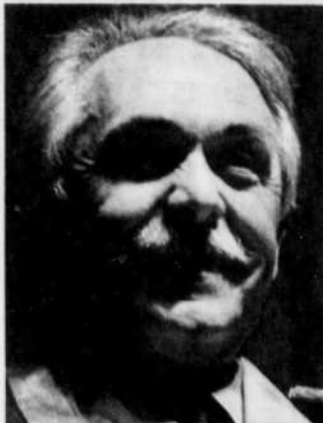
En retour, il faut aussi savoir que, si la région Rhône-Alpes s'est trouvée présente au sommet de Copenhague, c'est pour avoir accepté la suggestion faite pour une autre entité politique, à savoir le Québec. Et Jean Charest et Jean-Jack Queyranne, président de la région Rhône-Alpes, de poursuivre là les échanges amorcés il y a quelques années et entretenus quinze jours plus tôt dans les couloirs de l'Opéra de Lyon ou au siège du Conseil général de la région.

Montréal et Lyon, une même volonté de collaboration, le

Québec et la région Rhône-Alpes, des ententes conclues qui expliquent que 700 entreprises d'une seule région française se retrouvent maintenant établies, sous diverses présences, au Québec. Et, dans la foulée, on parle de ces étudiants qui poursuivent là ou ici leurs études et on rappelle que Michel Côté, l'«ancien» du Musée de la civilisation, est toujours à la barre du Musée des confluences, où il gère, défi après défi, des collections immenses et une construction audacieuse.

En ce début de décembre 2009, une fois de plus la magie lyonnaise a fonctionné. L'an prochain, ce sera encore Lyon. Dans deux ans, Montréal, et aussi Québec. Et alors, colloques et grandes conférences se tiendront, qui font que sur deux, voire cinq, jours, il y aura génération de savoir.

Le Devoir



ALAIN BIDEAU

«Nous serons désormais à Montréal tous les trois ans»

Page 2



PIERRE MARC JOHNSON

«On vise des Entretiens qui touchent le monde francophone»

Page 4

QUÉBEC ET RHÔNE-ALPES

Une relation qui aura aidé à approfondir l'espace économique transatlantique

Page 3

CHANGEMENTS CLIMATIQUES

«Ça va se terminer dans un bain de sang»

Page 5

SANTÉ

«Une connexion entre la biologie et les maths»

Page 7

MOBILITÉ PROFESSIONNELLE

«Il ne s'agit pas d'un traité international»

Page 8

VILLES ET SAVOIR

«Il faut aussi développer une vie culturelle à la hauteur des attentes»

Page 9

# ENTRETIENS JACQUES-CARTIER

Centre Jacques Cartier

## À Montréal tous les trois ans!

Des universitaires provenant de 154 universités établies dans 32 pays se sont rencontrés en ce début de décembre 2009 à Lyon

Après un saut à Montréal, les Entretiens du Centre Jacques Cartier sont retournés cette année à leur terre natale, à Lyon. Toutefois, l'événement reviendra au Québec plus fréquemment, dorénavant. «Tous les quatre ans, c'était trop long. Pour garder l'intérêt bien vivant, nous serons désormais à Montréal tous les trois ans», indique Alain Bideau, délégué général de l'événement qui réunit chaque année près de 650 conférenciers provenant du Québec, de la France et du reste du monde.

MARTINE LETARTE

Une modification apportée au calendrier de la tenue des Entretiens Jacques-Cartier permettra également aux nombreux participants des divers colloques d'être présents à Montréal dans des moments charnières. «Nous avons été là pour le 400 de la ville de Québec l'an dernier, nous serons là en 2017 pour le 375 de Montréal et le 150 du Canada», affirme M. Bideau, qui précise que 2017 sera aussi l'année du 30<sup>e</sup> anniversaire des Entretiens.

D'ailleurs, le lieu où se déroule chaque colloque est toujours choisi avec attention par l'équipe du Centre Jacques Cartier et ses partenaires.

Par exemple, cette année, le colloque intitulé Les Villes laboratoires du design s'est tenu à la Cité du design, à Saint-Étienne, celui intitulé Les Patrimoines alimentaires et destinations touristiques s'est déroulé en région, à Charbonnières-les-Bains, celui intitulé Espaces de la danse a eu

lieu au Studio du ballet, à l'Opéra de Lyon, alors que celui intitulé Les Polymères et oligomères s'est tenu à la Maison des micro et des nanotechnologies Minatex, à Grenoble.

Comme chaque année, donc, les Entretiens du Centre Jacques Cartier ont fait voyager les participants d'une région à une autre, mais aussi d'un sujet à un autre: santé, énergie, transport, culture, villes de savoir, démographie, etc.

«Notre immense réseau de partenaires, qui est maintenant rendu à 102, nous amène à trouver des thèmes diversifiés qui nous permettent de réunir de grands acteurs culturels, économiques, sociaux, scientifiques et politiques», explique M. Bideau.

De plus, cette année encore, les Entretiens du Centre Jacques Cartier ont réussi le véritable tour de force de réunir autour d'une même table plusieurs recteurs et directeurs de grandes écoles pour discuter de sujets comme l'internationalisation de la recherche et le phénomène des classements internationaux des universités.

### Nouveaux partenaires, nouveaux thèmes

Parmi les plus récents partenaires à s'être joints au Centre Jacques Cartier, on retient, du côté québécois, l'Université Laval, l'Université McGill ainsi que Bibliothèque et Archives nationales du Québec. Du côté rhône-alpin, on remarque Mérieux Alliance, Gaz électricité de Grenoble, la Compagnie nationale du Rhône et la Banque de Vizaille.

«Nous avons une croissance maîtrisée, c'est-à-dire que nous cherchons toujours des partenaires stratégiques. Et ça continue. En ce moment, par

exemple, nous avons des discussions avec le Mouvement Desjardins parce que c'est une institution très importante au Québec. Nous regardons aussi du côté de SNC-Lavalin, puisque sa présence est forte en Rhône-Alpes. Nous souhaitons aussi sensibiliser l'Université de Moncton et l'Université de Sherbrooke», indique le délégué général.

Puisqu'ils arrivent avec leurs champs d'intérêt spécifiques, les partenaires réussissent à créer un certain renouveau au Centre Jacques Cartier. «Par exemple, l'Université Laval s'est jointe officiellement à nous dernièrement et nous travaillons maintenant avec elle à développer pour l'an prochain des colloques sur l'infectiologie et sur l'Arctique, deux thèmes qui sont très présents à l'Université Laval», souligne Alain Bideau.

Cette année, les Entretiens du Centre Jacques Cartier ont accueilli des conférenciers provenant de 32 pays et de 154 universités ou grandes écoles. Certains participants provenaient même de la Chine, du Laos, du Cambodge, du Vietnam et de l'Afrique. Et le volet international ne cesse de prendre de l'ampleur.

«Nous travaillons actuellement sur un projet de séminaire à Rio pour 2010 sur le thème Métropoles, inégalités et planification démocratique, grâce au soutien de l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF). Ce sera certainement une rencontre Nord-Sud très intéressante et, d'ailleurs, nous en profiterons pour organiser le colloque qui se tiendra en 2011, lors des Entretiens du Centre

Jacques Cartier à Montréal, avec plusieurs participants latino-américains», affirme M. Bideau.

### Changements dans la gouvernance

Bien qu'il travaille à la planification des Entretiens du Centre Jacques Cartier jusqu'en 2017, Alain Bideau délègue tout même de plus en plus de tâches liées à l'organisation de cet événement annuel.

Cette année, deux conseils d'orientation ont été mis sur pied — un français et un québécois — pour travailler à l'élaboration des grandes lignes du programme scientifique. Un comité exécutif, formé de quatre Québécois et de quatre Français, a aussi été créé.

De plus, Alain Bideau s'efforce toujours de mettre sur pied une fondation, de façon à dépersonnaliser la collecte de fonds et à entrer dans le réseau des grands donateurs. «En France, c'est très compliqué de mettre en place une fondation. Ça prend quelques années», explique l'infatigable travailleur qui prend toujours visiblement plaisir à mener de front mille et un projets.

«Je dis toujours que j'arrêterai lorsque la somme des emmerdements deviendra supérieure à la somme des plaisirs!», affirme le passionné, qu'on est susceptible de voir encore longtemps butiner d'un colloque à un autre pendant les Entretiens, puisqu'il admet, encore aujourd'hui, ne jamais prononcer le mot «retraite»!

Collaboratrice du Devoir

Rencontre des recteurs

## De nouvelles normes régiront un nouveau monde

Alors que le Canada et l'Union européenne négocient un accord économique, des acteurs importants du milieu universitaire travaillent à y faire inclure les enjeux liés à la recherche, à l'innovation et à la mobilité des étudiants et des chercheurs. Plusieurs grosses pointures des universités canadiennes et françaises mais aussi des représentants d'entreprises privées se sont réunis à la fin de novembre à Lyon, lors des Entretiens du Centre Jacques-Cartier, pour en discuter.

«L'économie est largement tributaire du savoir, de la main-d'œuvre bien formée, du développement d'idées et de leur transfert sur le marché. D'où l'importance d'inclure les questions d'innovation, de recherche et de mobilité étudiante dans l'entente», a indiqué Luc Vinet, recteur de l'Université de Montréal et responsable scientifique du colloque.

Pierre Marc Johnson, négociateur en chef pour le Québec de l'accord Canada-Union européenne, compte entre autres s'attaquer aux barrières tarifaires, un enjeu important pour les entreprises innovantes. «Payer 6 ou 7 % de tarifs douaniers, c'est souvent ce qui fait la différence pour une entreprise entre exporter son produit ou non», affirme-t-il.

L'ancien premier ministre du Québec travaille aussi à la question de l'appellation d'origine. «Nos amis italiens n'arrivent pas à comprendre comment on peut fabriquer de la mozzarella di bufala au Québec et du jambon de Parme en Ontario! Il y a des questions de propriété intellectuelle sur lesquelles il faut se pencher.»

Christian Bréchet, vice-président aux affaires médicales et scientifiques chez Mérieux Alliance, a pour sa part mentionné l'importance de travailler ensemble pour harmoniser les réglementations de sécurité alimentaire. «Quelque 5 % de la population des pays industrialisés souffre de rupture de la sécurité alimentaire», a-t-il précisé.

Bien des normes devront d'ailleurs être uniformisées, d'après Pierre Marc Johnson. «Il y a plusieurs obstacles techniques à surmonter. Plusieurs normes à respecter pour la fabrication de produits sont différentes en Europe et au Canada, et cela affecte plusieurs industries. Il faut faire quelque chose, d'autant plus que ces normes n'ont rien à voir avec la performance du produit ou encore sa sécurité.»

### Mobilité étudiante

La question de la mobilité de la main-d'œuvre sera également une priorité dans les négociations. Selon Marcel Boyer, professeur émérite au département des sciences économiques de l'Université de Montréal, chercheur au

CIRANO et vice-président de l'Institut économique de Montréal, les universités perdront petit à petit leurs caractéristiques nationales, comme l'ont fait les entreprises.

«On assistera à la disparition des champions nationaux pour laisser place à de grands réseaux universitaires internationaux qui seront en concurrence», précise-t-il. Cette nouvelle réalité exigera la signature d'accords internationaux sur les investissements et sur le commerce des biens et services. Cela nécessitera également une uniformisation des règles de droit et de la réglementation corporative à l'échelle internationale.»

Chez Rio Tinto Alcan, on favorise déjà la collaboration entre les laboratoires de recherche français et québécois. «Toutefois, nous remarquons que ce n'est pas toujours facile à organiser. Il y a beaucoup de barrières administratives à franchir. Il y a une structure et un cadre juridique à mettre en place pour favoriser la mobilité des chercheurs et des étudiants», affirme Jean-Philippe Puig, président métal primaire, Europe, Moyen-Orient et Afrique, chez Rio Tinto Alcan.

«La question de la mobilité du capital humain est la clé de la croissance économique dans un monde mondialisé. Et cette mobilité de la main-d'œuvre dépend en grande partie des universités», croit pour sa part Paul Davenport, ancien président de l'Université de l'Alberta et de l'Université Western Ontario.

«Déjà, le Québec met sur pied bien des ententes avec la France, a rappelé M. Johnson, mais on doit aller plus loin au niveau du Canada et de l'Europe en général.» Il espère que l'entente de coopération sera concrétisée d'ici deux ans.

M. L.



La multinationale québécoise de l'aéronautique Bombardier préfère régler ses litiges commerciaux dans l'État de New York plutôt qu'au Québec.

À la défense du droit civil

## Entre le droit civil et la common law, les entreprises préfèrent... l'efficacité!

Bombardier règle ses «affaires» aux États-Unis

**Droit civil, common law?** Si Montréal a fait des gestes importants récemment pour empêcher l'exode des litiges commerciaux vers l'étranger, il n'en demeure pas moins que, au-delà du code choisi, il en va aussi de la compétence des tribunaux devant lesquels une entreprise se présente.

CHRISTIAN RIOUX

«Si l'on veut développer le droit civil, il faut développer des tribunaux compétents!»

Michel Sylvestre, avocat associé du cabinet Ogilvy Renault à Montréal, n'a pas la langue dans sa poche. Lorsqu'il a entendu son collègue François Ouellette, vice-président des services juridiques de Bombardier aéronautique, son sang n'a fait qu'un tour. Son collègue venait simplement d'expliquer à un auditoire attentif que, au-delà du débat entre les traditions différentes du droit civil et de la common law, la multinationale québécoise de l'aéronautique préférerait régler ses litiges commerciaux dans l'État de New York plutôt qu'au Québec.

Non pas parce qu'elle préfère la tradition de la common law pratiquée aux États-Unis, comparativement au droit civil québécois, mais tout simplement parce que «l'État de New York a deux avantages très importants par rapport au Québec, dit M. Ouellette. Il a un droit commercial codifié et une jurisprudence très étendue.»

«En général, pour nous, il importe peu que le système juridique soit de tradition civiliste ou de common law, dit François Ouellette. Ce qui importe le plus, c'est l'efficacité de l'appareil juridique.»

Mais ces explications n'ont pas eu l'heur de calmer Michel Sylvestre. «Je trouve ça humiliant que Bombardier trouve plus simple d'aller régler ses litiges à New York.»

Selon lui, Montréal a fait des gestes importants récemment pour empêcher l'exode des litiges commerciaux vers l'étranger. «La Chambre commerciale a été créée justement pour contrer l'exode des dossiers de restructuration d'entreprises vers Toronto. La restructuration d'Air Canada avait été réglée à Toronto, car la Cour d'appel du Québec était incapable de concurrencer des juridictions plus spécialisées.» Ce faisant, les résultats ne se sont pas fait attendre: la dernière restructuration de Quebecor World s'est réglée au Québec.

Selon ces deux experts, c'est la compétence des tribunaux qui est déterminante, au-delà des caractéristiques respectives des traditions civilistes ou de la common law. Avec la mondialisation, nombreux sont ceux qui se sont inquiétés en effet de la domination grandissante du droit de tradition britannique. Certains sont allés jusqu'à craindre la disparition du droit civil, qui est pourtant la règle dans la majorité des pays européens, au Québec et en Amérique du Sud.

### Des préjugés contre le droit civil

Les rapports de la Banque mondiale intitulés *Doing Business* concluent invariablement que, à cause de leur prétendue lourdeur et de leur rigidité, les pays de tradition civiliste sont moins favorables au développement des affaires que les pays pratiquant la common law. Ces affirmations sont évidemment très contestées. «Il faut surtout se garder de juger, de coter les systèmes les uns par rapport aux autres», explique Jean-Louis Beaudoin, ex-juge à la Cour d'appel du Québec. «Il n'existe pas de discipline juridique "meilleure" qu'une autre et on doit résolument écarter l'idée d'une supériorité de l'une par rapport à l'autre.»

Selon l'ancien juge, certaines différences entre les deux traditions juridiques relèvent tout simplement du mythe. La prétendue ri-

gidité du droit civil, opposée à la non moins prétendue souplesse de la common law, serait avant tout tributaire «de la qualité et de la quantité des textes législatifs», dit-il. Même chose pour la prétendue capacité de la common law d'assurer une croissance économique optimale. Selon M. Beaudoin, «la valeur d'un système ne se mesure pas simplement par sa capacité à promouvoir la richesse nationale, mais aussi, entre autres, à afficher certitude et prévisibilité de ses solutions.»

Aujourd'hui, la common law est loin d'être la seule à «créer du droit». «En pays civiliste, comme en pays de common law, c'est aussi le juge qui désormais crée en bonne partie le droit, dit M. Beaudoin. On doit donc tenir pour dépassée la représentation iconique du magistrat simple porte-parole de la loi.»

Même si les deux traditions conservent leur identité propre, Jean-Louis Beaudoin constate que la mondialisation amène les juges à piger de plus en plus dans les jurisprudences étrangères. Avec pour résultat qu'on assiste inévitablement «à une certaine uniformisation des solutions juridiques relatives à un même problème». Il est donc de plus en plus courant de voir le droit civil et la common law aboutir aux mêmes solutions pratiques. Le premier le fera généralement à partir d'un raisonnement déductif abstrait, fondé sur un principe général de droit. Le second le fera par déduction en prenant assise sur la jurisprudence, dont il déduira une règle.

Si les deux traditions sont donc radicalement opposées dans leur mode de raisonnement, elles le sont de moins en moins dans leurs résultats. C'est aussi l'opinion de Michel Sylvestre, qui en appelle d'abord à une plus grande efficacité dans l'administration du droit, quelle que soit la tradition juridique.

Collaborateur du Devoir

## ENTRETIENS JACQUES-CARTIER

Art pour tous

Ils et elles  
sont parmi vous

La culture a une « mise en marché » qui lui est propre

Espace Pandora, de Venissieux, Culture pour tous, de Montréal, et Médiation culturelle association, de Lyon, poursuivent depuis trois ans une réflexion sur les relations entre l'art, la culture et des publics, de nature et de besoins divers. En 2009, une question: quels territoires pour les acteurs de la médiation culturelle? La réponse: plus complexe qu'on pourrait le croire.

NORMAND THÉRIAULT

Nous sommes dans une ville sise à proximité de la frontière polonaise. C'est la nouvelle Allemagne. Il y a vingt ans encore, la Stasi contrôlait toujours les maîtres à penser, et une dernière réflexion possible était de faire un retour sur ce qui avait divisé, et décimé, des populations vouées à vivre une obligation cohabitation.

La Fondation Genshagen, par son programme Dialogue artistique et culturel en Europe, qui s'applique à rétablir des ponts, est donc intervenue. Et, dans un ancien château, qui 40 ans auparavant avait été transformé autant en un lieu de services publics qu'en un site pour résidence collective, des « médiateurs » se sont

Ce médiateur

est d'abord

un passeur,

et surtout

pas un

technocrate,

mais un

inventeur,

qui « fait

rencontrer

des publics

qui jamais

ne se

rencontrent »

en établissant un lien physique entre la vieille ville et l'ancienne, elle industrielle, avec parades et sculptures traçant alors un parcours. L'histoire d'hier est ainsi récupérée, transformée en une nouvelle réalité.

Portneuf tissé

Le territoire québécois n'est pas à l'abri d'actions identiques. Éva Quintas est à Lyon pour rendre compte du Tricobus que Culture pour tous a permis de construire dans la région de Portneuf. Ce sont là 500 personnes, originaires de 19 villages de la région, qui ont tricoté un vieil autobus. Cette initiative, inspirée des Convertibles, un concept qui était devenu un événement dans la région lyonnaise, avait un objectif bien défini: si les Journées de la culture, que pilote Culture pour tous, veulent ouvrir l'art et la culture au grand public, ici, « on tricote une place à l'art contemporain dans un territoire rural ».

Ailleurs, à Grenoble par exemple, François Veyrunes demande aux danseurs de la Compagnie 47.49 de performer devant un public unique: leurs corps sont ainsi mis en représentation devant des malades dont plus d'un est en phase terminale. Et, à Romans-sur-Isère, les usagers de la bibliothèque sont les auteurs des coups de cœur et autres fiches informatives: Internet relie en direct lecteurs et livres.

Médiateurs ou éducateurs

Mais que sont donc ces agitateurs de l'espace public, qui ont pour titre en France celui de médiateur et qu'on désigne au Québec comme des animateurs culturels, quand aux États-Unis ils sont des *facilitators* et en Amérique latine des éducateurs populaires?

De métier et de pratique, ils viennent de tous les horizons, et quant à leur mandat, Jean-Marie Lafortune, du département de communication sociale et publique de l'UQAM, l'établit comme « devant changer les rapports sociaux et placer l'environnement au cœur du développement, un développement socioculturel durable ». Alors, leur territoire devient sans limites.

Pour un autre, un praticien, ici Thierry Renard, de l'Espace Pandora, ce médiateur est d'abord un passeur, et surtout pas un technocrate, mais un inventeur, qui « fait rencontrer des publics qui jamais ne se rencontrent ».

Mais, pour l'avenir de cette pratique, pour assurer la subsistance de ceux et celles qui, dans le monde de l'art et de la culture, sont, pour reprendre le jargon économique, des « valeurs ajoutées », les temps actuels n'annoncent rien de bon, car quel pouvoir, que ce soit au pays d'un Sarkozy ou d'un Harper, aime financer des « agitateurs »?

Ainsi, une spécialiste des enjeux de la communication, Marie-Christine Bordeaux, de l'Université Stendhal, à Grenoble, après avoir affirmé que « la médiation est conflictuelle », s'interrogeait: « La médiation est-elle un mal français ? »

Peut-être, mais que ce soit ou non le cas, ce « mal » sévit aussi au Québec. Et un peu partout en Europe.

Le Devoir

Rhône-Alpes, Québec et Copenhague

Une relation qui aura approfondi l'espace  
économique transatlantique

Le Québec et la région Rhône-Alpes s'inspirent mutuellement

Même si, comme à l'habitude, les Entretiens Jacques-Cartier ont eu lieu à Lyon en ce début de décembre 2009, c'est à Copenhague que plusieurs avaient la tête. La raison? La proximité — à la fois géographique et temporelle — de la fameuse 15<sup>e</sup> Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

ANTOINE ROBITAILLE

La relation Québec-Rhône-Alpes — vieille de quelque 30 ans, si on la fait démarrer lors de la signature du premier Pacte d'amitié entre Lyon et Montréal — n'a pas échappé à la vogue climatique en 2009. Le président de la région Rhône-Alpes, Jean-Jack Queyranne, a annoncé pendant les Entretiens qu'il « reverrait » le premier ministre Jean Charest « bientôt... » à Copenhague, le 15 décembre, pour le 3<sup>e</sup> Sommet des leaders. Cette rencontre réunit des chefs de gouvernement d'États fédérés et de régions ainsi que des chefs d'entreprises internationales. Chacun y présente ses « meilleures initiatives » en matière de réduction des gaz à effet de serre (GES). Le premier Sommet des leaders a eu lieu à Montréal lors de la conférence sur le climat, en 2005.

En 2009, c'est notamment à l'incitation du Québec que la région française Rhône-Alpes a décidé de se joindre à ce groupe. Le sommet organisé en collaboration avec le Climate Group s'est déroulé en marge du sommet de l'ONU à Copenhague. S'il y avait 30 États en 2005 à Montréal, ce sont quelque 60 États qui étaient représentés à Copenhague, dont la région Rhône-Alpes. Aussi, Jean-Jack Queyranne a souligné, lors des entretiens, que la visite de Jean Charest avait marqué le « point d'orgue » de la « Quinzaine pour le climat » organisée par Rhône-Alpes, dans laquelle ont été présentées « toutes les innovations qui contribuent dans la région à lutter concrètement contre l'effet de serre ».

Selon M. Queyranne, les territoires comme les États fédérés et les régions « sont les bons échelons pour innover et mettre en œuvre des réponses concrètes à ce grand défi » du changement climatique. Pour l'illustrer, Jean Charest a fait une visite de la Cité de l'environnement de Saint-Priest, en banlieue de Lyon, dans un parc technologique. A l'entrée d'un édifice aussi nouveau qu'écologique — qui produit plus d'énergie qu'il en utilise — il a planté un bouleau jaune, arbre emblématique du Québec.

Un exemple inspirant?

La visite de Jean Charest a marqué les 22<sup>e</sup> Entretiens du Centre Jacques Cartier, centre qui a célébré en 2009 ses 25 ans. Soulignant la popularité des Entretiens, le premier ministre a lancé à la blague: « J'ai appris, en devenant premier ministre du Québec, qu'une fois par année je devais faire un arbitrage pour décider lesquels parmi mes ministres iraient aux Entretiens Jacques-Cartier. Cette année, j'ai décidé que personne n'y irait! C'est moi qui allais enfin participer aux Entretiens Jacques-Cartier! », a-t-il dit sur un ton faussement monarchique.

Le prix du vin et le prix du plaisir

## Bacchus devient agrobiologique !

« La bouteille de verre demeure la préférée du client »

Gros rouge ou divine bouteille, le vin est un liquide magique. Le colloque intitulé Marchés et prix du vin a passé le jus de vigne au sas de l'analyse et des enjeux du développement durable. Et tant pis pour les mythes autour du précieux pinard.

CATHERINE LALONDE

Joëlle Brouard, de l'École supérieure de commerce à Dijon, a été crue et réaliste: penser le prix du vin, c'est chercher comment faire payer deux dollars de plus par bouteille. Une réflexion sans cynisme, puisque plusieurs vigneronnes tirent le diable par la queue. « Les entreprises sont dans une situation financière très délicate », a-t-elle rappelé en entrevue. Les vigneronnes du sud de la France ont pris d'assaut les supermarchés. Ils sont désespérés, ça leur coûte plus cher aujourd'hui de produire que ce qu'ils arrivent à vendre. Quand vous regardez le prix du vin en vrac en France, à 50 centimes le litre, qu'est-ce que ça paye? On est dans un paradoxe, avec un problème de valorisation du travail, même si le consommateur est prêt à payer plus cher. »

Car, autour des mythiques Pétrus, Musigny et champagne Dom Pérignon, bien loin des vins de table, la rareté et la réputation font exploser le prix. C'est parce qu'en vin, comme le résumait le président du conseil d'administration de l'école d'ingénieurs ISARA-Lyon, Jean Baligand, la règle de marketing des 4 P devient la règle

des 5 P. Outre le produit, le prix, le placement et la promotion, s'ajoute ici le facteur plaisir.

Agrobiologie cachée

Alain Bolduc, chef de la direction de la Société des alcools du Québec (SAQ), a abordé les enjeux du développement durable. L'importation du vin demeure la norme au Québec. Le transport, le conditionnement et l'emballage prennent alors une grande importance, écologique et économique.

Après avoir cessé la distribution des sacs de plastique, la SAQ cherche à réduire l'emballage et le poids au transport, voire à embouteiller au Québec. « Dans la sélection de nos produits, explique l'adjoint au président, en augmentant les points sur les facteurs de développement durable, on influence les vendeurs. C'est à eux ensuite de convaincre les fabricants de bouteilles de produire du verre allégé, par exemple. »

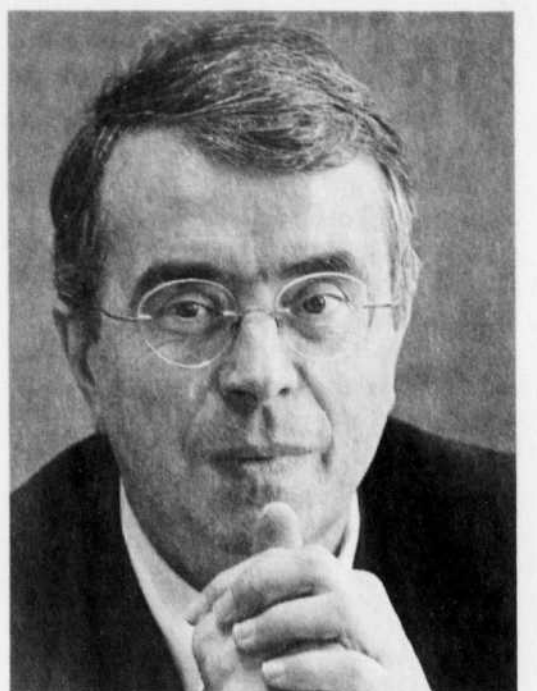
Et la SAQ, déjà un des clients très influents dans le monde, pourrait encore gonfler son poids. « On regarde avec les sociétés des alcools des autres provinces [canadiennes] la faisabilité d'approcher les grands producteurs à dix, afin d'avoir encore plus de force d'achat. »

Côté marketing, le virage écologique est plausible, selon la spécialiste Joëlle Brouard. « Il faut juste être imaginatif et concilier qualité du produit, conditions économiques et environnement. Il faut aussi permettre aux entreprises d'en vivre. Et je parle ici de toute la chaîne, qui doit préserver la qualité, la culture, le patrimoine, les paysages, etc. » Elle donne le contre-exemple du Domai-



Jean Charest

MATHIEU BELANGER REUTERS



Jean-Jack Queyranne

FRED DUFOUR AGENCE FRANCE-PRESSE

Le premier ministre a reçu un doctorat *honoris causa* lors de la cérémonie d'ouverture, à l'Opéra de Lyon, au cours de laquelle il a fait l'éloge de la relation entre le Québec et la France, laquelle a su constamment, selon lui, se « réinventer ». Il a soutenu qu'elle était plus « mature » que jamais. A preuve, à ses yeux, la signature de nombreux « arrangements de reconnaissance mutuelle » entre des ordres professionnels québécois et français, des accords nouveau genre qui sont « uniques au monde », a-t-il insisté. Or, au cœur de celle-ci, il y a la relation entre Rhône-Alpes et le Québec, « socle de cette coopération décentralisée ».

Jean Charest a formulé le souhait que les accords de mobilité de la main-d'œuvre entre la France et le Québec, signés en un temps record, inspirent le Canada et l'Europe. La fédération et l'Union européenne ont entamé en mai dernier des négociations qui pourraient mener dès 2011 à un partenariat nouveau genre. Les probabilités qu'un tel accord soit conclu? Il les évalue à 70 %, selon ce qu'il a confié lors d'un point de presse tenu après la cérémonie d'ouverture (c'est 10 % de plus que lorsque *Le Devoir* lui avait posé la question en février 2008).

Et après? Il espère un « effet d'entraînement »: l'accord attirerait l'attention des Américains. Ces derniers pourraient bien avoir envie d'imiter le Canada et de conclure un partenariat avec l'Union européenne. « Peut-être pourrions-nous dire, dans 20 ans, que notre relation aura contribué à approfondir l'espace économique transatlantique. » Les liens établis entre Québec et Rhône-Alpes auraient ainsi rapproché Washington et Bruxelles!

Des étudiants convoités

Par ailleurs, dans une allocution prononcée à la cérémonie d'ouverture des Entretiens, le pré-

sident Jean-Jack Queyranne a dressé un tableau de plusieurs retombées de la relation entre le Québec et Rhône-Alpes. Il a par exemple souligné qu'Entreprises Rhône-Alpes International, installée à Montréal depuis plusieurs décennies, avait aidé quelque 700 entreprises de la région à développer des marchés nord-américains. Une quarantaine d'entreprises rhônalpines sont installées au Québec. En contrepartie, une vingtaine dont le capital est majoritairement québécois ont pris naissance en Rhône-Alpes.

M. Queyranne a mis en relief l'« engouement des jeunes Rhônalpins pour le Québec », qui est la « première destination internationale pour les étudiants » de cette région. Celle-ci offre des « Bourses Explo'ra Sup » qui permettent à « plus de 600 étudiants » rhônalpins de passer au moins une année d'étude au Québec. Jean Charest a souligné dans une allocution cette popularité du Québec et a eu cette boutade: « Ils sont formidables, ces étudiants. Nous les aimons beaucoup. Sauf quand ils reviennent dans leur région avec un Québecois ou une Québécoise. »

Enfin, M. Queyranne a rappelé que Lyon accueillera en 2010 les quatrièmes Ateliers franco-québécois de la coopération décentralisée. Un Fonds franco-québécois pour la coopération décentralisée (FFQCD) a été mis en place en 2004 par Jean Charest et son homologue français d'alors, Jean-Pierre Raffarin. Il vise l'apport d'un « soutien financier à la coopération décentralisée entre les collectivités territoriales du Québec et de la France ». Un des thèmes majeurs des quatrièmes ateliers sera la comparaison entre les stratégies des pôles de compétitivité et des créneaux d'excellence québécois et français, a révélé M. Queyranne.

Le Devoir



SOURCE: ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE À DIJON

« On est dans un paradoxe, avec un problème de valorisation du travail, même si le consommateur est prêt à payer plus cher. »

ne La Romanée-Conti, une culture biodynamique qui ne se dit pas. « C'est d'abord un grand vin, avec une approche respectueuse » de la vigne et de la terre. Un vin qui n'éprouve aucun besoin de s'afficher agrobiologique.

La résistance du client

Toute la chaîne, jusqu'au client, devra accepter de changer ses habitudes vers celles du développement durable. Et le client n'est pas si souple: le marché a senti sa résistance lors du remplacement du bon vieux liège par des capsules dévissables.

« Il est clair, précise Jean Chouze-noux, conseiller aux Services Signature de la SAQ, que la bouteille de

verre demeure encore, et de loin, la préférée du client. On voit les limites de tous les contenants écologiques. Surtout face à la section agrobiologique, qui connaît un grand succès. Simple question de formation, de patience et de longueur de temps, selon Mme Brouard. « Est-ce que les gens achètent un moyen ou un résultat? Pour l'instant, ils ont des idées préconçues, parce qu'on n'a pas expliqué l'intérêt des solutions de recharge. Mais l'objectif, c'est d'avoir un vin dans de bonnes conditions. »

Personne n'achète ni le bouchon, ni la bouteille, rappelle-t-elle avec philosophie.

Collaboratrice du Devoir

## ENTRETIENS JACQUES-CARTIER

Présidence du Centre Jacques Cartier

## « Coopérer autour de projets scientifiques, c'est s'appuyer sur ce qui est objectif, réel et déterminé »

Pierre Marc Johnson préside l'organisme lyonnais

Pour une deuxième année, Pierre Marc Johnson préside le Centre Jacques Cartier. L'ex-premier ministre du Québec a aussi été nommé, il y a quelques semaines, négociateur pour l'accord économique et commercial entre le Canada et l'Union européenne. M. Johnson se retrouve en première ligne des échanges Québec-France.

CATHERINE LALONDE

« Je me suis toujours intéressé à l'Europe, explique le juriste, médecin et touche-à-tout politique, mais, sur le plan des échanges économiques, mes interventions étaient davantage de nature privée pour le côté européen. » Le voilà donc à établir de nouveaux liens entre le Vieux Continent et la province fleurdéliée.

Des liens fondamentaux, croit-il. « La spécificité du Québec doit s'exprimer dans un contexte déployé en deux grands axes: celui de la France et de l'Europe, d'un côté, et celui des États-Unis, notre univers plus quotidien, de l'autre. Il faut développer la particularité de ces

relations, leur profondeur et leur densité, afin qu'elles contiennent des ferments de passage d'une génération à l'autre. »

Les Entretiens Jacques-Cartier, avec leurs colloques touchant au scientifique, au politique et au culturel, sont à la mesure de la curiosité de M. Johnson. L'abondance des conférences est un terreau fertile pour les rencontres entre penseurs, le décloisonnement. « La recherche est pour moi une des perspectives les plus importantes en coopération internationale, parce qu'elle se base sur l'objectivité. Coopérer autour de projets scientifiques, c'est s'appuyer sur ce qui est réel et déterminé. En naissent les coopérations les plus fortes qui soient, celles qui, habituellement, durent. »

Lors de sa communication à la première conférence des 22<sup>e</sup> Entretiens Jacques-Cartier, intitulée Villes de savoir, M. Johnson a encouragé les chercheurs québécois à publier leurs études aussi en anglais, afin de leur assurer la plus large diffusion possible. Une autre façon de s'ouvrir à davantage de coopérations.

## Lumières et aviation

Il y a 25 ans déjà que le Centre Jacques-Cartier tra-



Alain Bideau et Pierre Marc Johnson, du Centre Jacques Cartier

vaillé à la collaboration. « Cette relation entre la deuxième ville de la France et Montréal est probablement sans précédent, peut-être à cause de l'ampleur des moyens mis à contribution — privés, institutionnels et gouvernementaux. C'est une relation soutenue et diversifiée, aux niveaux universitaire, politique, municipal, des affaires et des arts. J'aime donner l'exemple de

l'éclairage de la ville de Montréal, né de l'inspiration et de l'expertise lyonnaises. »

Car Lyon est bien connue pour sa Fête des lumières, en décembre, où des artistes éclairent les monuments de la ville. Couleurs, projections sur bâtiments et effets spéciaux font déplacer les foules. Un exemple de retombée parmi d'autres, puisque « des entreprises d'ici

comme Cascades, SNC-Lavalin et le secteur de l'aviation ont maintenant des intérêts importants en Rhône-Alpes. »

## Ouvrir à toutes les francophonies

M. Johnson ne tarit pas d'éloges envers Alain Bideau, le directeur du Centre Jacques-Cartier, qui a su poser des fondations solides et qui prépare la

continuité. « J'arrive dans une machine magnifiquement rodée, qui peut mener sans problème 20 colloques simultanément. Chacun des colloques est pensé à partir d'au moins quatre séances. Le temps accordé à la préparation est une des grandes qualités des Entretiens. »

Aussi, un des futurs défis du président est l'ouverture aux autres horizons. « On vise des Entretiens qui touchent le monde francophone, avec l'Asie, l'Amérique latine et l'Afrique. » Ces projets, précise-t-il, sont encore en gestation.

Et sa plus grande surprise, depuis son arrivée à la présidence du Centre? La première réunion du conseil d'administration réunit près de 30 personnes. Pour m'être déjà frotté au monde universitaire, notamment à McGill, et avoir compris que c'est un monde avec ses propres règles, j'ai été surpris de l'efficacité des décisions! Les choses deviennent difficiles en milieu universitaire quand il y a trop de théorisation. Ici, ça s'appuie sur de la substance. Et ça devient facile. »

Collaboratrice du Devoir

La science en français

## « Il faut relier le monde nano à notre monde »

La science a elle aussi des limites qu'elle doit respecter

La rencontre avait son thème: se relier au nanomonde, mais elle s'est conclue sur son contraire, à savoir que la science doit aussi se relier, être responsable et ainsi tenir compte des transformations qu'elle opère. Et, pour parvenir à une telle conclusion, qui l'eût cru!, Jean Charest allait y être pour quelque chose...

NORMAND THÉRIAULT

En sciences pures, tout est question de limites, et Andrew Kirk en sait quelque chose. Lui qui est vice-doyen de l'Université McGill, au département de génie, pour les secteurs de la recherche et des études supérieures, il allait en faire la preuve en établissant les « défis de l'intégration en nanophotonique ». Et son propos s'adressait alors à des spécialistes: jusqu'où peut-on espérer réduire les éléments divers qui permettent une transmission efficace des données et, pour cela, approfondir la composition des signaux, leur mise en réseau, tout en éliminant le maximum de pertes et de « bruit »?

Dans la salle, l'oreille était attentive. Et pourtant, on était à la conclusion d'une deuxième journée où constamment le mot « nano » avait été dit et redit, comme dans nanostructure, nanoparticule, nanopattern et ainsi de suite jusqu'à nanopatterning. Et, dans ce monde, le micron est une mesure de grandeur!

Et étaient venus même de la Chine pour l'entendre les Lin Guo et Xuefeng Guo, tous deux du département de chimie de l'Université BeiHang de Pékin, ou du Québec, Paul Charette, de l'Université de Sherbrooke, et Mohammed Chaker, de l'INRS, dont l'unité Energie, matériel et télécommunication est basée à Varennes.

Mais l'assemblée était surtout française, et le plus grand nombre des personnes présentes étaient des étudiants de l'École centrale de Lyon, une école qui correspond à l'École polytechnique québécoise. Et, surprise pour l'étranger dans la salle, tout se déroulait en anglais, avec mille excuses de la part de celui ou celle qui ne trouvait pas le mot juste dans la langue de Shakespeare, et ce, jusqu'à ce que...



VINCENT KESSLER REUTERS

En mai 2008, lors des États généraux de la bioéthique, le chargé de recherches à l'Université Paris-5 René-Descartes, Bernard Reber, a réussi rendre compréhensible au commun des mortels les OGM, leur composition et leur production.

## En français, s'il vous plaît!

La France, on le sait maintenant, par la voix de ses élites, s'est donné pour mission d'inscrire ses universités et grandes écoles dans le haut du classement de ces établissements à l'échelle internationale. Et en sciences, l'anglais est la lingua franca, comme l'affirme avec force Pierre Marc Johnson, président du Centre Jacques Cartier et, entre autres titres, ancien premier ministre du Québec et négociateur québécois désigné pour une future entente Europe-Canada.

Toutefois, à Lyon, Jean Charest s'est affiché comme le défenseur de l'autre lingua franca, reprochant même aux Français, du moins à leur élite scientifique, un recours par trop systématique à l'anglais, sans volonté de traduire, dès que science ou gestion sont en cause.

Et se servant de cette déclaration, qu'il citait, un « hurluberlu » allait donc réintroduire la langue de Molière dans le temple scientifique. Bernard Reber est philosophe de formation et chargé de recherches à l'Université Paris-5 René-Descartes. On l'avait invité à discuter sur la façon de « connecter évaluation collective et évaluation morale continue », donc à parler d'éthique en recherche. Ce qu'il fit, dérogeant à la « pratique admise qui veut que, dans les colloques scientifiques, tout se passe en anglais ».

Et de citer John Rawls, Habermas, de recourir à Bruce Willis, tout cela pour dire qu'il faut

rendre la science, du moins dans ses objets de recherche et l'établissement des méthodes utilisées pour parvenir à des résultats, capable de se rendre compréhensible au commun des mortels. Et de dire que cela fut fait en France, en mai 2008, lors des États généraux de la bioéthique (qui portaient surtout sur les OGM, leur composition et leur production).

Et son exposé a reçu bon accueil: la salle a si bien répondu, en redemandant encore, que le premier à quitter fut... le conférencier, qui avait, lui, un train à prendre (l'a-t-il eu, on ne le sait, car il y avait interruption de météo en cette fin d'après-midi du 2 décembre sur la ligne Ecully-Lyon centre).

Et on a ainsi accepté la majorité de ses suggestions comportementales, après avoir énoncé que « la science est controversée », que « There is no truth in science », voire que « Nature is more bright than we are » (dixit dans tous les cas Addekkader Souifi, professeur rattaché à l'Institut des nanotechnologies de Lyon et de l'INSA local).

Et tout cela parce que, en conclusion, M. Reber a affirmé que toute discussion devait débiter sur une seule prémisse: dans tout débat, comme le conférencier l'a énoncé pour que tous comprennent, « What kind of agreement do we want to reach? »

Que les Chinois et spécialistes de tous les pays se le tiennent pour dit. Mais c'est à eux de répondre.

Le Devoir

Sources d'énergie renouvelables

Et si la source d'énergie du XXI<sup>e</sup> siècle allait être le... charbon ?

« Le grand scénario selon lequel on remplacerait tout le pétrole et tout le charbon par des sources d'énergie renouvelables est une utopie »

Peut-on imaginer un monde où les seules sources d'énergie seraient le soleil, le vent et l'hydroélectricité? Dans les rêves de certains écologistes, peut-être, mais, pour ce qui est du siècle à venir, rien n'est moins évident. C'est le constat que fait l'historien Yves Bouvier, maître de conférences en histoire contemporaine à l'Université de Savoie.

CHRISTIAN RIOUX

Pour parvenir à une conclusion qui met à mal certaines utopies écologistes, l'historien Yves Bouvier a étudié les grandes transitions qui se sont produites dans le domaine de l'énergie depuis la Révolution industrielle. Or, dit-il, les sources d'énergie se substituent rarement les unes aux autres, elles s'additionnent.

« Le développement de la sidérurgie, des machines à vapeur, de l'industrie textile et de la locomotive est lié directement à l'exploitation du charbon, qui apparaît en Angleterre au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, explique le maître de conférences en histoire contemporaine à l'Université de Savoie. En même temps, on invente la pollution et les villes tentaculaires. » Depuis le Moyen Âge, les moulins à eau et à vent étaient les principales sources d'énergie, mais ils ne permettaient pas le transport de l'énergie. Le charbon de houille suscita une croissance considérable en quelques années seulement.

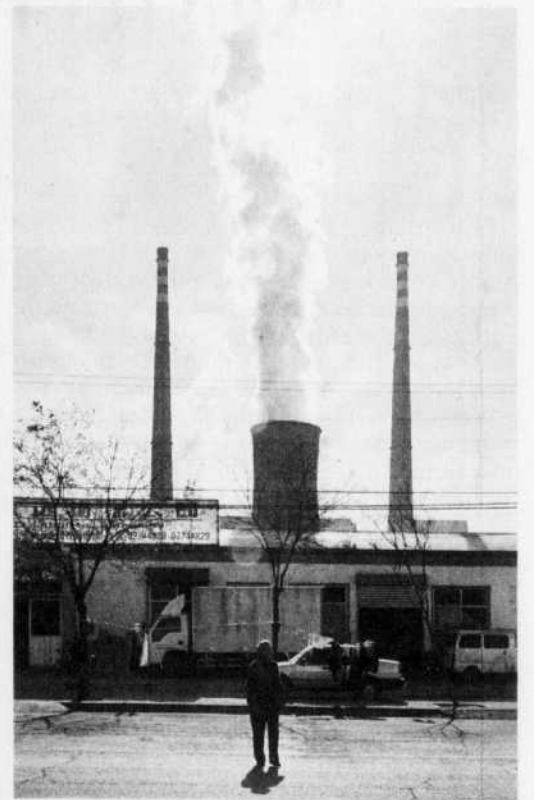
Plus tard, la première transition énergétique de l'ère moderne surviendra vers 1880, alors qu'apparaît l'électricité. Celle-ci se présente dès le début comme une énergie propre, l'énergie de la lumière. On ne parle pas encore d'environnement, mais de santé publique. Le discours hygiéniste des médecins de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle prétend que l'électricité permettra de s'affranchir du charbon. Or il n'en fut rien.

Malgré les beaux discours, l'électricité n'a jamais remplacé le charbon. Elle a plutôt donné naissance à de nouvelles applications, affirme Bouvier. Le charbon a continué à servir à l'industrie, alors que l'électricité a servi à l'éclairage urbain et à des applications privées comme l'ampoule électrique et les appareils électroménagers. « La grande date, dit Bouvier, c'est l'exposition internationale d'électricité en 1881 à Paris. C'est une immense fête de l'électricité, avec des fontaines lumineuses et des réalisations grandioses. C'est le moment où s'impose l'ampoule de Thomas Edison. »

Arrive ensuite le pétrole, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Autant le charbon a permis l'apparition d'un mode de transport collectif, soit le train, autant le pétrole permettra l'apparition d'un mode de transport individuel, l'automobile. Il n'y aura pas plus de substitution avec le pétrole qu'avec l'électricité, dit Yves Bouvier.

## Du charbon et du pétrole plus propres

« Dans l'histoire, les sources d'énergie ne se sont jamais substituées les unes aux autres, mais toujours additionnées. D'où le pari extraordinaire qui consisterait à substituer en quelques années des sources d'énergie renouvelables aux sources d'énergie fossiles. » Ni l'apparition du charbon ni celle de



FREDERIC J. BROWN AGENCE FRANCE-PRESSE

Avec le développement de la Chine et de l'Inde, il est vraisemblable que la consommation d'énergie continuera de croître dans les prochaines années.

l'électricité n'ont permis de faire diminuer la consommation de charbon. Malgré un léger tassement jusqu'en 1975, celle-ci continue d'augmenter. Comme la consommation de pétrole.

Selon Bouvier, avec le développement de la Chine et de l'Inde, il est vraisemblable que la consommation d'énergie continuera de croître dans les prochaines années. Bref, les sources d'énergie renouvelables trouveront leur place sans pour autant se substituer au charbon et au pétrole. « L'idée que la consommation d'énergie pourrait stagner ou diminuer n'a pas encore rallié beaucoup d'experts, dit Bouvier. Le grand scénario selon lequel on remplacerait tout le pétrole et tout le charbon par des sources d'énergie renouvelables est une utopie. Il est plus probable qu'on poursuive le développement de sources d'énergie propres tout en continuant à utiliser des sources d'énergie polluantes. »

Selon l'historien, ce serait même une erreur que de n'investir que dans les sources d'énergie renouvelables. « Ça partirait d'une bonne intention, mais qui ne correspond absolument pas à la structure actuelle de la consommation. On ne peut donc pas se dispenser d'améliorer les procédés actuels qui utilisent le charbon et le pétrole. Les sources d'énergie solaires et éoliennes pourront jouer un rôle important, mais elles pourront difficilement assurer l'ensemble de la production à l'échelle d'un État. On n'a donc pas d'autre choix que d'investir aussi dans du charbon plus propre et du nucléaire plus productif. »

Collaborateur du Devoir

## ENTRETIENS JACQUES-CARTIER

Les changements climatiques : vers la guerre ?

## Les villes tentent de faire leur part

Québec passe pour le « cancre »

«Cinq degrés en un siècle? Ça va se terminer dans un bain de sang», a lancé Jean-Marc Jancovici, devant les participants, médusés, du colloque intitulé Changement climatique, défi planétaire: les métropoles se mobilisent.

ANTOINE ROBITAILLE

Il est ingénieur, auteur et efficace conférencier et il a passablement troublé l'atmosphère de ce colloque, où les représentants des villes pensaient simplement défilier pour vanter leur projet respectif de réduction des gaz à effet de serre et d'adaptation aux changements climatiques à venir. «Si on adopte un plan climat après les délibérations du conseil municipal, entre 18h25 et 18h35, une fois qu'on a fini de s'occuper des "trucs sérieux", on n'ira jamais nulle part», a semoncé Jean-Marc Jancovici. Ce sont des problèmes dont les villes et les gouvernements ne peuvent plus continuer à s'occuper «à la marge», comme ils l'ont fait et continuent de le faire, a-t-il pesté.

L'enjeu est plus grave que ce que plusieurs élus veulent croire, juge M. Jancovici: «La crise énergétique et le bouleversement climatique majeur [ont] toutes les chances de renvoyer aux oubliettes l'âge d'or que nous avons connu pendant 60 ans», cette époque qui a vu marier «paix, prospérité, démocratie, santé, nourriture abondante et éducation pour tous». La fin du pétrole bon marché et les changements climatiques risquent de déboucher non seulement sur des récessions à répétition, mais sur des conflits, voire des guerres pour la possession des ressources. Ce n'est pas pour rien que le prix Nobel remis en 2007 au Groupe d'experts inter-

gouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) (et à Al Gore conjointement) fut celui de la paix. «Il n'y avait pas d'erreur de casting», a insisté Jancovici.

Mais que peut-on faire pour changer rapidement, comme il le faudrait? Par exemple, diviser par trois notre consommation d'énergie en moins d'une génération? «La solution au problème revient à prendre de front un siècle et demi de promesses électorales», assène Jancovici, avant d'ajouter: «Et un siècle et demi de gens qui ont envie de les croire.» Autant dire: mission impossible!

Les représentants des villes, dans la salle, semblaient légèrement découragés après l'exposé de M. Jancovici, qui dura une heure et demie. «On est un peu sonné par ce qui y a été présenté», a admis Caroline Larivée, du centre Ouranos de Montréal, tout en disant qu'il fallait se montrer «résilients». Jancovici croit que si nous n'agissons pas assez vite, c'est «la géologie qui nous ramènera à l'ordre», ce qui créera toute fois du désordre. A-t-on besoin de subir la catastrophe pour changer? «L'être humain est un peu comme ça», note Mme Larivée.

## Les efforts des villes

Malgré tout, les villes tentent de faire des gestes contre les changements climatiques. Ce sont souvent les gouvernements supérieurs qui prennent les décisions en matière écologique. Mais puisque le palier municipal



La circulation automobile devant la façade de l'ancienne église Saint-Vincent-de-Paul, au centre-ville de Québec

contribue beaucoup à ces changements — les activités urbaines compteraient pour 70 % des gaz à effet de serre — nombre de villes ont décidé d'adopter des mesures. Aux États-Unis, 1000 d'entre elles ont signé le US Conference of Mayors Climate Protection Agreement. À Montréal, le 7 décembre 2005, les maires canadiens ont paraphé la Déclaration commune des leaders municipaux.

Au colloque des Entretiens Jacques-Cartier, une représentante de la ville de Vancouver, Melina Scholefield, est venue présenter l'objectif adopté par les élus municipaux de cette ville olympique: devenir la ville la plus «verte» au monde d'ici 2020. Déjà,

Vancouver se présente comme une des meilleures «villes pour la marche» en Amérique du Nord, après New York et à égalité avec Boston. La moitié des déplacements s'y font en auto (alors qu'à Québec la proportion est de 75 %) et les planificateurs urbains ne s'en cachent pas: «La congestion, c'est notre amie», a noté Scholefield, qui soutient que la ville cherche aussi à «réduire les offres en stationnement».

Michael Armstrong, du bureau du développement durable de Portland (Oregon), a soutenu que sa ville avait réussi à atteindre la cible de Kyoto, notamment en mettant l'accent sur le transport en commun. Une nouvelle ligne de tramway a été in-

augurée en 2003 et a été rallongée en 2005. Depuis 1990, les déplacements en transport en commun ont augmenté de 75 %, alors que les déplacements en vélo ont quadruplé. Michael Armstrong a souligné que plusieurs quartiers de sa ville obtenaient une très bonne note dans le site *walkscore.com*, où on évalue le caractère «marchable» des milieux urbains.

## Québec, capitale de la voiture

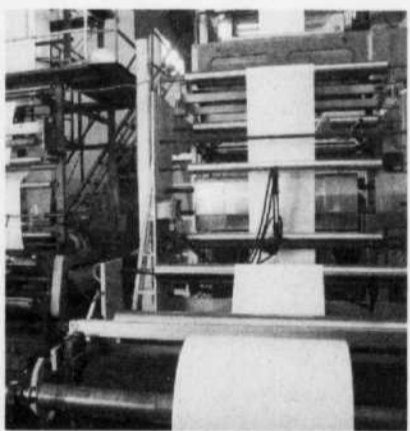
La ville de Québec a aussi un plan de réduction des gaz à effet de serre. Elle a peu d'industries, mais elle part de loin pour ce qui est du transport: 75 % des déplacements s'y font en voiture; la part du transport en commun

n'est que de 7 % seulement. «On est champion dans les autoroutes, il faut le dire», a admis d'emblée Sylvie Verreault, conseillère en environnement au Service de l'environnement de la capitale. «Nous avons vraiment un modèle d'aménagement du territoire très consommateur d'espace, et donc d'énergie», a-t-elle ajouté.

Par exemple, de 1970 à 2000, la population de Québec a augmenté de 42 %. Pendant ce temps, la superficie occupée du territoire a crû de 248 %! «Le mot "densification" fait encore très peur à Québec», note-t-elle. Il y a encore une forte demande pour la construction de grands quartiers «monofonctionnels» où on compte très peu de commerces de proximité. Encouragés par certains leaders d'opinion, notamment dans plusieurs radios de la capitale, «les citoyens de Québec demandent des investissements en infrastructures routières et non en transport en commun. Il y a des mentalités à changer».

Présent lui aussi au colloque, le nouveau président du Réseau de transport de la capitale, Raymond Dion, a dit envier Lyon, dotée d'un tramway, d'un métro, de trolley-bus et d'autobus. Quand on lui a demandé ce qu'il ferait s'il avait une baguette magique pour changer les choses, il a répondu: «Je doterais Québec d'un système équivalent à celui qu'on peut retrouver ici dans le Grand Lyon.» Autrement dit, investir dans un tramway ultramoderne, un projet que le maire de Québec, Régis Labeaume, a rejeté dans le passé, mais auquel, selon des sources, il commencerait à s'intéresser.

Le Devoir

VINGT-DEUXIÈMES ENTRETIENS DU CENTRE JACQUES CARTIER  
POLYTECHNIQUE FAIT RAYONNER LE GÉNIE QUÉBÉCOIS

Partenaire de longue date des Entretiens et membre du comité exécutif du Centre Jacques Cartier, l'École Polytechnique de Montréal fait fièrement rayonner la recherche québécoise en génie dans la région Rhône-Alpes, en France.

Aux Vingt-deuxièmes Entretiens du Centre Jacques Cartier, à Lyon, Saint-Étienne, Grenoble et Chambéry, une dizaine d'experts de Polytechnique ont présenté leurs travaux et leurs réflexions lors de colloques portant sur les domaines de la plasturgie, des polymères nanocomposites, du transport et de la mobilité durable.

## Hommage au directeur général de Polytechnique

M. Christophe Guy, directeur général de Polytechnique, a reçu un doctorat *honoris causa* de l'Institut national des sciences appliquées (INSA) de Lyon lors de la cérémonie d'ouverture des Vingt-deuxièmes Entretiens Jacques Cartier, le 29 novembre dernier.

Cette distinction souligne les réalisations et l'expertise de M. Guy dans le domaine du génie des réacteurs chimiques et du génie environnemental, dont témoignent plus de 110 publications scientifiques et sept brevets d'invention, ainsi que le leadership dont il fait preuve à la tête de la plus grande École de génie au Québec.



## ENTRETIENS JACQUES-CARTIER

Les liaisons dangereuses

## La majorité des nouvelles maladies infectieuses seraient d'origine animale

Il vaudrait mieux se tenir à distance des animaux sauvages

Choderlos de Laclos a dû se retourner dans sa tombe en apprenant que le titre de son chef-d'œuvre, *Les Liaisons dangereuses*, circulait à l'École vétérinaire de Lyon. Tel est pourtant le titre ironique que donne Marc Artois à l'état actuel de la transmission des maladies qui circulent entre les animaux et les hommes, autrement appelées zoonoses.

CHRISTIAN RIOUX

Selon Marc Artois, professeur à l'École vétérinaire de Lyon, la médecine des animaux n'est pas différente de celle des hommes, comme le reconnaît d'ailleurs l'Organisation mondiale de la santé animale. «*Les hommes et les animaux partagent un certain nombre d'agents pathogènes, dit-il. Il n'y a pas de frontières et certains d'entre eux circulent librement, faisant peser la même menace sanitaire sur les hommes et sur les animaux. Vétérinaires et médecins doivent donc travailler main dans la main.*»

On savait depuis longtemps que les gorilles en cage pouvaient attraper la varicelle et le rhume des touristes qui visitent les zoos. Mais le contraire est évidemment plus préoccupant. Selon Marc Artois, on assisterait aujourd'hui à une recrudescence des maladies transmises de l'animal à l'homme. Le sujet a fait irruption dans l'actualité avec ce qu'on a appelé les maladies émergentes. «*On s'est aperçu que, parmi ces nouvelles maladies infectieuses qu'on ne connaissait pas il y a quelques années à peine, la majorité étaient d'origine animale.*»

La légionellose fut la première à alerter les spécialistes. Cette maladie respiratoire est provoquée par des bactéries présentes dans les milieux

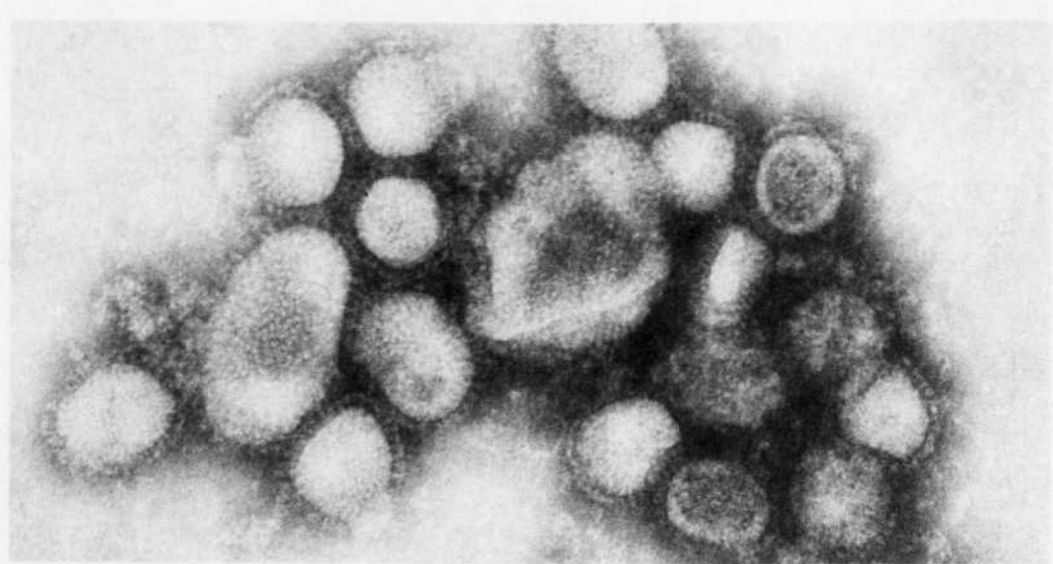
aquatiques naturels ou artificiels. Puis est venu le sida, qui fut d'abord détecté chez les primates. Le syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS) est une maladie issue des rhinophages, une variété de chauve-souris d'Asie. Le virus a probablement transité par les civettes palmistes masquées (de la famille des mouffettes). Les experts supposent qu'il s'est transmis dans les marchés chinois, où ces animaux sont vendus pour la boucherie, puisqu'on n'a pas trouvé d'anticorps chez les fermiers produisant les civettes et qu'on en a détecté chez les vendeurs des marchés et les restaurateurs. On sait que la maladie s'est ensuite propagée à Toronto, où elle a fait plusieurs morts.

## Les nouveaux animaux domestiques

«*On a depuis recensé et analysé des centaines de maladies de ce genre, dit Marc Artois. Toutes les équipes arrivent à la conclusion que les zoonoses sont un facteur de risque majeur de maladies émergentes. Nos contacts avec les animaux expliqueraient même la majorité des maladies émergentes infectieuses de l'homme. On estime qu'environ 60 % de ces maladies sont d'origine animale.*»

Selon Marc Artois, deux causes expliquent cette recrudescence. La première est liée aux déplacements des espèces animales, comme l'illustrent les exemples du sanglier et du renard en Europe. Alors qu'il avait pratiquement disparu, le sanglier pullule aujourd'hui un peu partout, depuis que les chasseurs ont décidé de le protéger. L'apparition des banlieues a aussi favorisé les renards, qui s'adaptent particulièrement bien à cet environnement.

La seconde cause est liée à la multiplication des contacts avec les animaux sauvages, dit Artois. Alors que nos ancêtres s'en tenaient à distance, nous faisons tout pour nous en rapprocher. Qu'on pense aux iguanes, aux tortues de la Floride et aux



La majorité du génome du virus A(H1N1) vient du porc et des oiseaux.

REUTERS

chiens de prairie, qui sont aujourd'hui considérés par certains comme des animaux de compagnie. En Europe, le commerce des chiens de prairie a d'ailleurs été interdit, puisque ces animaux peuvent transmettre la peste, la rage et la tularémie (une maladie infectieuse aiguë présente chez le lièvre). «*Comme nous sommes inconscient des dangers, nous pourrions facilement avoir de graves problèmes de transmission dans l'avenir, par exemple, si nous décidions de ne plus cuire à point les viandes de gibier.*»

Selon Artois, la multiplication des contacts avec les animaux, liée au développement des transports en général, ne peut que favoriser les épidémies. «*Certaines maladies sont anecdotiques, mais d'autres,*

*comme le sida, causent de véritables hécatombes.*» La grippe A(H1N1) est un autre exemple, puisque la majorité du génome de cette grippe vient du porc et des oiseaux. La façon dont les États ont choisi de réagir est susceptible de devenir un cas d'école. «*On essaie maintenant d'anticiper les crises et on se rend compte qu'on a beaucoup de mal à adapter la réponse à la réalité du problème.*», dit Artois.

«*Nous ne vivons pas dans un monde qui nous permet de nous familiariser avec les animaux sauvages, dit le vétérinaire. Il vaudra donc toujours mieux s'en tenir à distance.*»

Collaborateur du Devoir

Conférence Charles-Mérieux en santé et formation

## Les fondations rejoignent l'Afrique

Les dépenses en soins de santé ne cessent de croître dans le monde, tout comme les besoins. Or les ressources ne suivent pas. De grands enjeux, donc, qui ont été discutés lors du colloque organisé par la fondation Mérieux dans le cadre des Entretiens du Centre Jacques Cartier. Quelques pistes de solution ont fait surface, comme le rôle que peuvent jouer les fondations privées.

MARTINE LETARTE

«*Au Canada, la philanthropie n'est pas très présente dans les traditions*», a indiqué d'emblée au Devoir Elyse Lévesque, directrice générale de la Fondation du CSSS de la Vieille-Capitale et conférencière au colloque.

Par contre, elle remarque que cela se développe chez les jeunes, qui n'hésitent pas à aller sur le terrain, à contribuer et à financer des projets grâce à Internet. «*Je pense par exemple à l'organisme Jeunes Musiciens du monde*», précise-t-elle.

Toutefois, en Europe de l'Ouest, le financement d'initiatives de santé locales ou internationales par la philanthropie est beaucoup plus développé. Lors de la journée d'échange, il a notamment été question de la Fondation Pierre-Fabre et de la Fondation Rodolphe-Mérieux, qui ont financé la construction de la nouvelle faculté de pharmacie de Phnom Penh, au Cambodge, inaugurée en 2003.

«*Avant Pol Pot, nous avions tout, mais après Pol Pot, nous nous sommes retrouvés les mains vides. En plus de financer la construction du bâtiment, les deux fondations ont contribué à la formation des professeurs en leur permettant d'aller étudier en France*», explique Tea Sok Eng, doyenne de la faculté de pharmacie de Phnom Penh.

«*On a pris les meilleurs candidats et on les a formés en France. De retour dans leur pays, ils constituent maintenant l'ossature de la faculté de pharmacie de Phnom Penh et ils forment la relève*», indique pour sa part Jean Cros, professeur pour la Fondation Pierre-Fabre.

Un autre exemple de philanthropie au service des soins de santé dans les pays en développement est le Centre Charles-Mérieux situé à Bamako, au Mali, et inauguré en 2005. «*Il manque cruellement de techniciens dans les laboratoires africains, alors nous avons mis au point des formations techniques. Cela fonctionne très bien et l'initiative est en train de s'étendre dans les régions avoisinantes*», affirme Benoît Miribel,

directeur général de la Fondation Mérieux.

Comme l'objectif est d'arriver à ce que les populations des pays du Sud gèrent elles-mêmes leurs initiatives en matière de soins de santé et de formation, la Fondation Mérieux est en train de transférer son centre de Bamako au ministère de la Santé pour qu'il prenne en charge la formation et en assure la pérennité. «*Nous faisons du coaching et nous demeurons au conseil d'administration pour nous assurer qu'on évite la dérive*», précise M. Miribel.

## Le rôle des technologies

Bien que les conditions de pratiques soient généralement incomparables, qu'on soit dans une région reculée de l'Afrique ou du Québec, on remarque une constance: la difficulté d'attirer et de retenir le personnel médical. Les participants au colloque ont échangé leurs diverses expériences pour tenter de faire en sorte que les travailleurs de la santé demeurent en région.

«*Il faut utiliser les nouvelles technologies pour mettre en réseau les différents intervenants du secteur de la santé. Il faut sortir les praticiens de l'isolement en leur permettant d'échanger de l'information et d'avoir accès à une formation continue*», explique Robert Beaudry, directeur général du Centre de coopération internationale en santé et développement (CCISD), à Québec.

«*Grâce aux nouvelles technologies, les acteurs de terrain peuvent aussi aller chercher rapidement des conseils ou des expertises particulières*», remarque Jean-Claude Panisset, professeur honoraire au département de santé environnementale et santé au travail de l'Université de Montréal.

Des avenues à explorer, ont souligné les participants, en plus, bien sûr, de continuer à travailler à l'amélioration des conditions de pratique au Sud pour tenter de freiner l'exode des cerveaux vers le Nord, une problématique qui vient miner les chances de réussite à long terme de nombreux projets de développement.

Collaboratrice du Devoir

Santé et vie publique

## L'obésité est devenue un mal universel

«*Quand on est riche, beau et en bonne santé, où qu'on vive, on s'en tire pas mal*»

On le sait, on le saura: l'augmentation de l'obésité dans le monde est inquiétante. Elle s'étend à des pays qui en étaient jusqu'ici protégés. On compte désormais pratiquement autant d'obèses en Chine qu'aux États-Unis. Les Entretiens Jacques-Cartier en ont traité lors du colloque intitulé Métabolisme et comportement alimentaire.

CATHERINE LALONDE

Lise Gauvin, chercheuse à l'Université de Montréal, y a noté que «*l'obésité est une réponse normale à un environnement anormal. Mais quand ça se met à frapper toute une population, on peut croire qu'il y a des raisons autres que génétiques et individuelles.*»

Les spécialistes ont donc consacré deux jours à cerner les enjeux autour de l'obésité, en portant une attention particulière à l'écologie de l'intestin et à l'influence de l'environnement. L'intestin, organe aussi vital que le foie, semble être une petite planète tant il accueille des bactéries. Son équilibre, de moins en moins mystérieux, demeure fragile. Et son déséquilibre pourrait ouvrir de nouvelles pistes de compréhension de l'obésité.

Dans une perspective plus large, Thomas Leverage, de l'Institut national de la recherche agronomique de Paris, a rappelé que les comportements alimentaires sont individuels, issus d'une éducation délicate. «*Il n'y a qu'à observer une chienne ou une chatte, lorsqu'elle apprend à ses petits comment se nourrir, pour noter la complexité de l'apprentissage.*» Une complexité qui teinte les questions alimentaires et nutritionnelles. Et surtout la question des grands défis alimentaires mondiaux, puisque tout doit être considéré: l'individu, sa condition, sa culture, l'environnement.

Le tableau est donc touffu. Des exemples? Le bio: si toute la production alimentaire devenait biologique demain, a expliqué M. Leverage, ce qui serait un tournant pourtant souhaitable, la production baisserait de 20 % et il faudrait accentuer la déforestation pour étendre les superficies cultivables... De même pour l'excès de poids: mieux vaut avoir un coussin si on souffre d'une maladie chronique. «*En Afrique, a indiqué le*



Lors des Entretiens Jacques-Cartier, les spécialistes ont donc consacré deux jours à cerner les enjeux autour de l'obésité, en portant une attention particulière à l'écologie de l'intestin et à l'influence de l'environnement.

OLIVIER ZUIDA LE DEVOIR

chercheur, lorsque les gros commencent à maigrir, on dit que les maigres commencent à mourir.»

## Interdire les dépanneurs?

Les études européennes et québécoises présentées en après-midi, la plupart encore en cours, visaient à repérer les liens entre l'environnement et les comportements alimentaires. A voir, par exemple, si la proximité de fast-foods, de dépanneurs ou d'équipements sportifs influence la prise ou la perte de poids.

Toutes confirment que les milieux défavorisés demeurent plus fragiles. «*Quand on est riche, beau et en bonne santé, où qu'on vive, on s'en tire pas mal*», concluait déjà Chantal Simon, chercheuse participante au projet français Eliane. Tracie Barnett, du Centre de recherche de l'hôpital Sainte-Justine, a suggéré de réglementer des zones autour des écoles afin que les dépanneurs y soient moins présents. «*Certains aliments ne devraient même pas être disponibles, ce sont pratiquement des poisons!*, s'est-elle ex-

clamée durant la période des questions. Je pense aux gras trans, par exemple. Interdire semble parfois être la meilleure solution.»

## Marcher dans la ville

«*On a beau y mettre de l'ordre: la ville reste pathogène*», a dit d'emblée l'urbaniste suisse Marco Weil. Sa lecture, appuyée par des extraits d'actualités, des caricatures et des photos des bons coups en urbanisme, a proposé une foule de petites idées concrètes qui rendraient plus facile en ville l'activité physique la plus simple: la marche.

Tant que la voiture restera reine, le piéton aura des bâtons dans les roues. «*Il y a inadéquation entre le vivre-ensemble, qui est ma préoccupation d'urbaniste, et le je-roule-pour-moi. Trop peu de villes osent encore affirmer que des modes de transport doux sont prioritaires. L'espace public est le reflet de nos valeurs*», disait-il, photos à l'appui pour illustrer l'espace énorme laissé au stationnement par rapport à l'espace piétonnier.

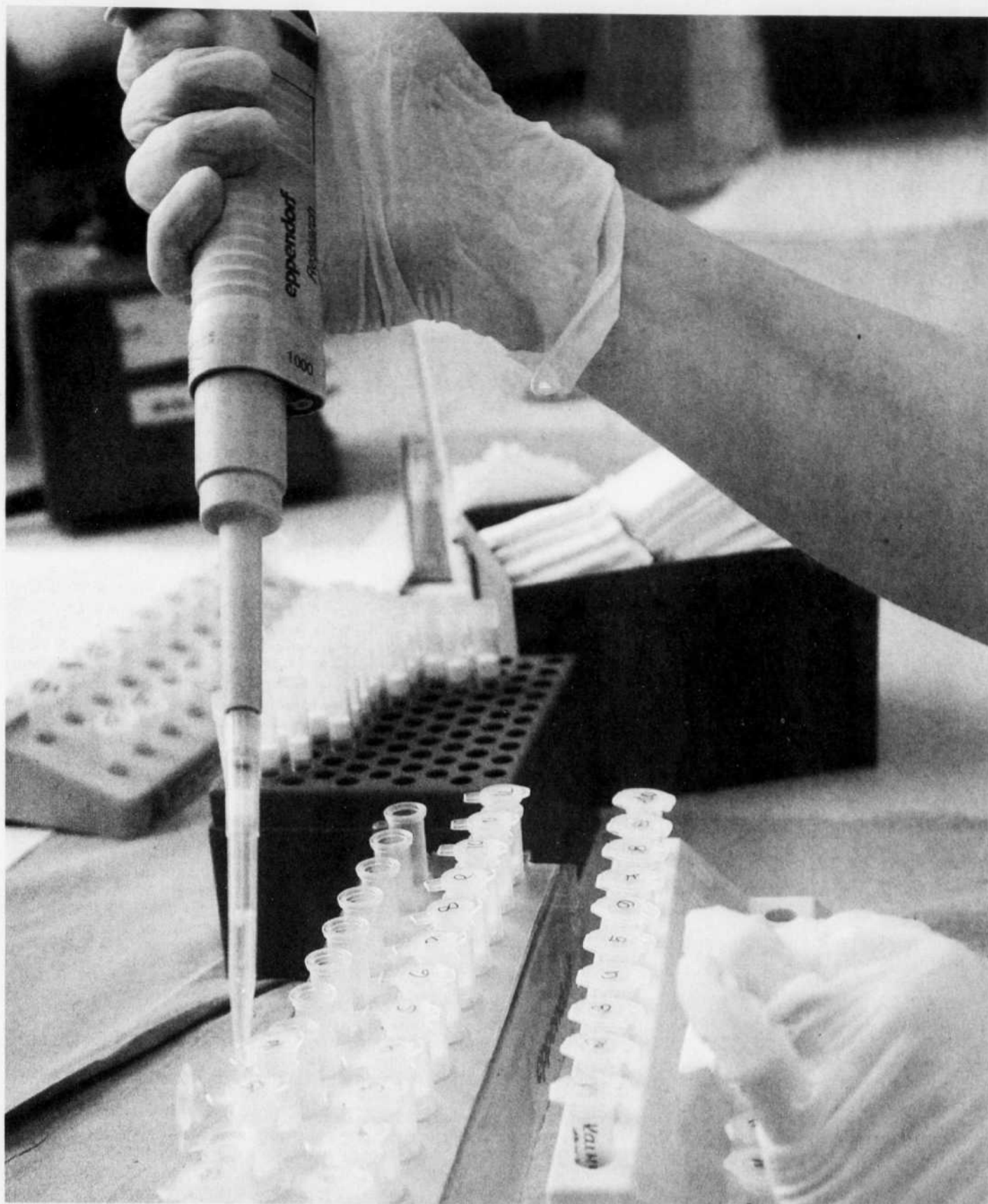
Il faut aussi penser aux aînés

qui doivent souffler. Il faut penser aux enfants, a poursuivi l'urbaniste. «*Je propose de faire de la présence des enfants dans l'espace public un indicateur de la qualité de vie, de la qualité de ville.*»

Sécurité, accessibilité, communauté, convivialité et art doivent être réintégrés dans la cité. Weils rêve d'un «*espace pacifié, où la marche et le vélo reprennent leurs droits, où on retrouve une politesse des villes*». Un rêve? Études et exemples étaient pourtant à l'appui: plus on aménage la ville pour les cyclistes, a précisé Weils, plus les gens utilisent le vélo et moins il y a d'accidents. «*La présence de cyclistes dans les rues est un gage de sécurité*». Il a aussi souligné la transformation à Stockholm de marches d'escalier en touches de piano. Résultat: une hausse de 66 % de l'utilisation de cet escalier, sis juste à côté d'un escalier roulant. «*L'art urbain est capable de faire marcher les populations par plaisir. Il faut donc réenchanter notre quotidien.*»

Collaboratrice du Devoir

# ENTRETIENS JACQUES-CARTIER



Un laboratoire de recherche médicale. À l'avenir, les mathématiques ne feront pas que remplacer des expériences, parfois elles simuleront des phénomènes qu'on ne peut «éthiquement» susciter chez l'humain.

LEONHARD FOEGER REUTERS

Santé et systèmes complexes

## La modélisation limitera le nombre d'expériences sur des organismes vivants

«L'idée est d'opérer une connexion entre la biologie et les maths pour rendre notre vision beaucoup plus quantitative»

Un réseau complexe, la santé? Plus que vous ne le croyez. Et quand on parle de «santé et de systèmes complexes», comme cela fut à Lyon, même les mathématiques sont, ou très bientôt seront, mises à contribution. De l'art de rendre opératoires en santé les modèles mathématiques...

ANTOINE ROBITAILLE

Lyon — Les mathématiques finiront-elles par réduire le nombre des coûteuses expériences avec les médicaments, voire les remplacer?

Pas à court terme, mais à moyen terme c'est très possible, estime des scientifiques réunis pour le colloque Santé et systèmes complexes dans le cadre des Entretiens Jacques-Cartier. Déjà, les mathématiciens ont échafaudé des modèles complexes de l'évolution de la météo à partir des données satellitaires. Ce sont des modèles mathématiques qui annoncent le déplacement de telles masses d'air et les effets de leur contact avec d'autres, par exemple. Or les mêmes mathématiques peuvent être appliquées à l'infiniment petit.

Percées chiffrées

Une des organisatrices du colloque, Fahima Nekka, professeure à la faculté de pharmacie de l'Université de Montréal, soutient que «l'idée, c'est vraiment d'opérer cette connexion entre la biologie et les maths pour rendre notre vision beaucoup plus quantitative». C'est là une tendance durable, soutient-elle. «La pharmacologie devient de plus en plus quantitative. Avant, elle était beaucoup plus empirique. Maintenant, on n'hésite pas à faire appel aux mathématiques pour mieux comprendre les mécanismes, pour réduire les expériences humaines.»

Nulle surprise de voir que

les entreprises pharmaceutiques s'y intéressent. D'ailleurs, une chercheuse du Pfizer Research Technology Center, de Boston, Carolyn Cho, a participé au colloque tenu à l'Institut de physique nucléaire de Lyon. Sa présentation s'intitulait «Les modèles mathématiques pour le traitement du diabète».

Lorsque *Le Devoir* a rencontré Fahima Nekka, en marge du colloque, cette dernière n'avait que des louanges à formuler à l'intention d'une de ses étudiantes, Frédérique Fenneteau, qui venait de présenter ses résultats de recherche. «Systèmes complexes», avez-vous dit? Le titre de la présentation de Mme Fenneteau illustre bien: «Modèle physiologique de l'impact de l'inhibition du métabolisme intestinal et hépatique sur la pharmacocinétique humaine des substrats du Cyp3A». Mme Nekka résume les choses ainsi: «Elle utilisait vraiment des modèles mathématiques pour faire de la prédiction des effets des médicaments. Avec son background, elle a rajouté "physiologique", "pharmacocinétique", et elle a réussi à faire des choses vraiment impressionnantes.»

Modélisation possible

Grâce au développement de la modélisation, on pourra ainsi plus efficacement prédire les «interactions médicamenteuses», explique Mme Nekka. Ici aussi, ce n'est pas demain matin que la modélisation remplacera totalement les expériences chez l'humain. À court terme, elle

permet par exemple «d'extrapoler directement à partir des expériences in vitro».

De plus, les mathématiques ne feront pas que remplacer des expériences, parfois elles simuleront des phénomènes qu'on ne peut «éthiquement» susciter chez l'humain. «Il y a des produits toxiques, par exemple, impossibles à administrer à des êtres humains dans le cadre d'une expérience, alors qu'il serait important de pouvoir savoir les effets qu'ils auraient. D'où l'utilité de la simulation mathématique.»

Samuel Bernard, chercheur québécois au département de mathématiques du CNRS, à l'Université Claude-Bernard Lyon-1, relève qu'il y a une théorie des «trois R» qui permet de bien résumer l'utilisation des mathématiques dans la biologie et la pharmacologie. «Trois R» pour «réduction», «raffinement» et «remplacement». Il s'agit en somme de «réduire le nombre d'expériences qui doivent être faites pour obtenir un résultat». Ensuite, on peut, grâce aux mathématiques, «raffiner» les résultats: «Avant l'expérience, on se servira des modèles mathématiques pour mieux savoir comment on

doit effectuer l'expérience, afin d'être plus certain d'obtenir les réponses qu'on cherche. On se trouve à être plus précis.» Enfin, il y a le «remplacement»: «Ultérieurement — on est loin de là — c'est carrément de faire des expériences in silico, par ordinateur. De pouvoir se passer d'un système vivant.»

«Réussite» pour le mathématicien québécois

Ajoutons un autre «R» pour le mathématicien québécois, «réussite». En avril 2009 est paru dans la prestigieuse revue *Science* un article auquel il a collaboré et qui représente une percée dans la compréhension de la biologie du cœur: «Evidence for cardiomyocyte renewal in humans», *Science*, vol. 324, n° 5923, 3 avril 2009, p. 98-102.

Avec des chercheurs de l'Institut Karolinska à Stockholm, il a montré — grâce à une technique de datation au carbone — que, contrairement à ce qu'on pensait, les cellules du cœur se régénèrent. «Bref, le cœur se régénère. Lentement, mais il se régénère. Il y a un an, on ne savait pas que ces cellules étaient capables de se rediviser.»

Le Devoir

## ENTRETIENS JACQUES-CARTIER LYON 2009

CE CAHIER SPÉCIAL

EST PUBLIÉ PAR LE DEVOIR

Responsable NORMAND THÉRIAULT

ntheriault@ledevoir.com

2050, rue de Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec) H3A 3M9.

Tél.: (514) 985-3333 redaction@ledevoir.com

Les Presses de l'Université du Québec

40 ans DE LIVRES ET D'IDÉES



De la ville au patrimoine urbain

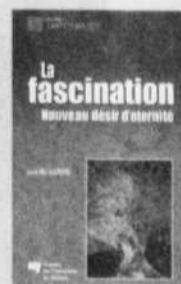
Histoire de forme et de sens  
Collection Patrimoine urbain  
André Corboz  
336 pages, 40 \$

Pourquoi publier une anthologie d'André Corboz? Pour montrer que l'on peut, encore, analyser la ville par-delà la description fataliste de son immédiateté, comme une création et comme l'image que nous voulons de nous-mêmes, ancrée aux temps, ceux d'hier et ceux de demain.

Intervention différenciée au primaire en contexte d'intégration scolaire

Regards multiples  
Sous la direction de Sylvine Schmidt  
166 pages, 19 \$

Quelles pratiques en classe ordinaire peuvent répondre aux besoins de tout élève, qu'il présente ou non des difficultés dans son parcours scolaire. Voici les résultats d'une recherche qui visait à cerner les conditions favorables au cheminement et à la réussite scolaires des élèves en difficulté d'apprentissage en classe ordinaire au troisième cycle du primaire.



La fascination

Nouveau désir d'éternité  
Collection Santé et société  
Luce Des Aulniers  
418 pages, 39 \$

Cet essai analyse les rapports contemporains entre la vie et la mort, par le biais de la fascination. Il fait ressortir les questions relatives à la mort des lieux où on la cantonne habituellement: les milieux cliniques et ceux du funéraire et aussi, mais dans une proportion moindre, ceux associés à l'histoire de l'art.

Loyola  
L'habitation des jésuites de Rimé en Guyane française

Yannick Le Roux, Réginald Auger et Nathalie Cazelles  
300 pages, 40 \$

Les jésuites et l'esclavage  
Loyola



Cette monographie a pour ambition d'offrir à un public le plus large possible les principaux résultats des recherches déjà effectuées et de consacrer l'entrée du site de Loyola, la grande habitation des jésuites de Rimé, dans le patrimoine historique de la Guyane et, plus largement, de l'Amérique coloniale.



Le monde des AA

Alcooliques, gamblers, narcomanes  
Collection Problèmes sociaux et interventions sociales  
Annon Jacob Suissa  
134 pages, 17 \$

Comment expliquer que, malgré l'augmentation du nombre de regroupements anonymes, l'incidence des problèmes de dépendance continue à croître? Peut-on parler de succès? Quels sont les acteurs, les idées et les dynamiques qui permettent la construction sociale du discours des AA? Existe-t-il d'autres options à ce mode de gestion des problèmes sociaux liés aux dépendances qui ne considèrent pas leurs membres comme des personnes souffrant de perte de contrôle sur une base permanente?

Quelle communication pour quel changement? Les dessous du changement social

Collection Communication  
Sous la direction de Christian Agbobi  
288 pages, 30 \$

Internet, blogs, Web 2.0, mondialisation, culture, immigration, identité. Autant de termes qui illustrent le changement tel que vécu par des milliards d'individus à travers le monde. Est-on suffisamment outillé pour y faire face? Quels sont les enjeux cruciaux qui méritent d'être soulevés et analysés?



Vivre ensemble dans l'espace public

Collection Cahiers du gers  
Sous la direction de Charles Perraton et Maude Bonenfant  
224 pages, 20 \$



Comment des individus différents peuvent-ils vivre en société sans que l'égalité ne leur soit reconnue en tant que sujets de droits? Le choc des particularismes dans l'espace public peut-il être évité sans horizon d'universalité, sans un minimum de règles pour s'ouvrir aux autres ou de conventions utiles pour rendre la vie possible? Mais le triomphe de la diversité sur le rêve d'unité et d'universalité ne met-il pas la démocratie en péril?

Presses de l'Université du Québec

Membre de L'ASSOCIATION NATIONALE DES ÉDITEURS DE LIVRES

## ENTRETIENS JACQUES-CARTIER

Entente France-Québec sur la mobilité

## «Il ne s'agit pas d'un traité international»

L'entente franco-québécoise ne modifiera en rien des procédures souvent longues et fastidieuses

La légende raconte que, en juillet 2007, le premier ministre québécois a demandé à Nicolas Sarkozy s'il accepterait de se faire soigner par un médecin québécois. «Pourquoi pas», aurait répondu le président français, qui venait d'être élu. L'idée d'un accord sur la mobilité de la main-d'œuvre entre le Québec et la France était donc née. Même si le courant n'a pas tardé à passer entre Québec et Paris, l'idée n'a pas été aussi bien reçue ailleurs dans le monde. De Lyon, Gil Rémillard raconte.

CHRISTIAN RIOUX

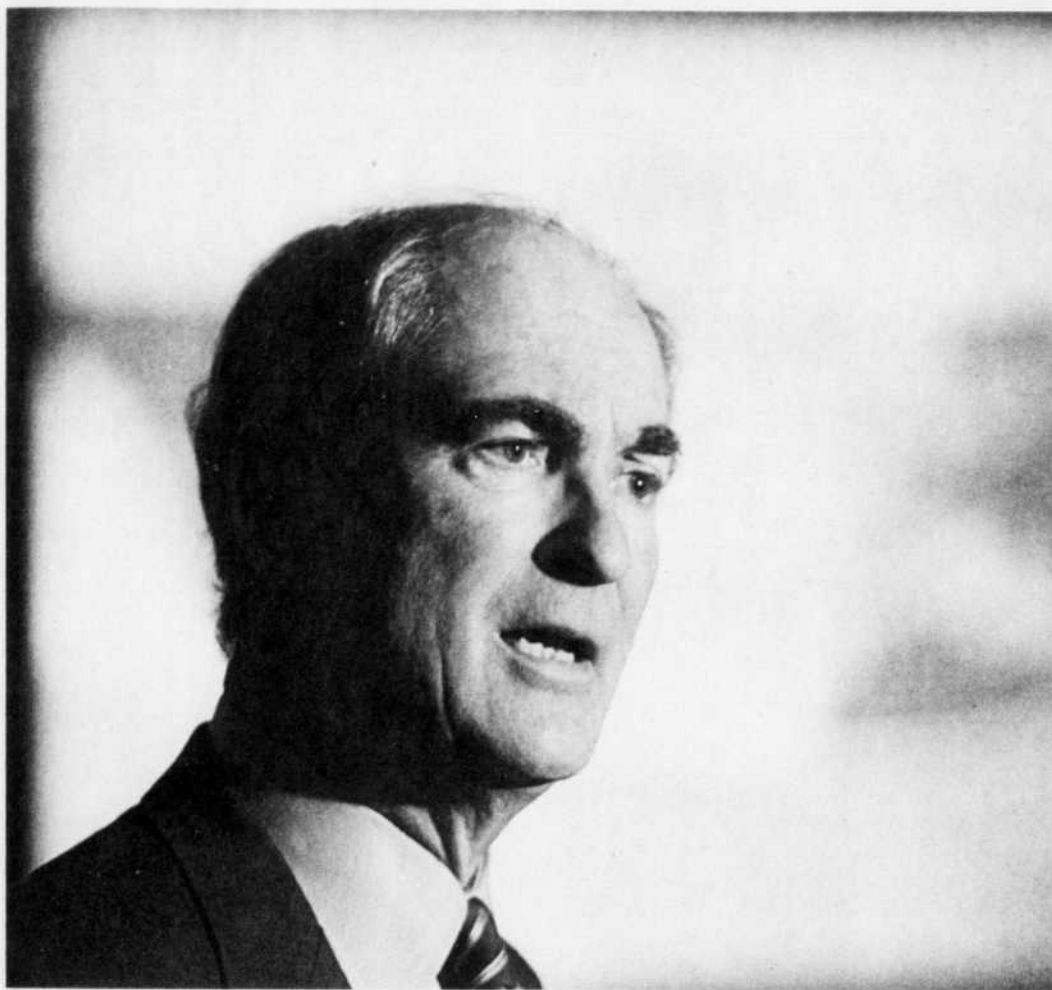
Dès son énonciation, l'idée d'un accord sur la mobilité de la main-d'œuvre entre le Québec et la France a été accueillie avec scepticisme à Bruxelles et à Ottawa, les deux capitales qui sont les véritables maîtres d'œuvre en matière de libre-échange.

«Nous étions sous surveillance de l'Union européenne et d'Ottawa, reconnaît le négociateur québécois, Gil Rémillard. On nous regardait avec étonnement. On nous demandait: "Comment pouvez-vous faire ça?"» Pas question pour Bruxelles et Ottawa que le Québec et la France empiètent sur leurs champs de compétence. En Europe, c'est l'Union européenne qui garantit le marché unique et qui détient le pouvoir de négocier de telles ententes avec des pays étrangers. Même chose à Ottawa, qui est seul en mesure de signer des traités internationaux.

Il a donc fallu trouver une voie de contournement, dit Gil Rémillard. «Nous avons fait une entente administrative et ce sont les professionnels qui en ont été les premiers acteurs.» Même si les gouvernements québécois et français sont à l'origine du projet, ce sont d'abord les ordres professionnels français et québécois qui accepteront de reconnaître les qualifications de leurs membres respectifs. D'ici un an, 80 accords de reconnaissance mutuelle (ARM) devraient avoir été signés entre autant de corporations professionnelles et de corps de métier français et québécois.

## Des procédures fastidieuses

«Il ne s'agit pas d'un traité international», précise Gil Rémillard, mais d'une simple reconnaissance des qualifications respectives permettant d'accélérer et de simplifier les démarches des professionnels et des ouvriers qualifiés désirant exercer à l'étranger. Les ARM établiront en effet si le candidat devra suivre une formation supplémentaire ou un stage, ou encore si ses diplômes seront automatiquement reconnus. Cela facilitera son admission dans l'ordre professionnel français ou québécois. Mais aucun candidat ne sera dispensé des démarches nécessaires et obligatoires pour l'obtention d'un visa, d'un permis de travail ou



Le négociateur québécois Gil Rémillard a travaillé pour la conclusion d'un accord sur la mobilité de la main-d'œuvre entre le Québec et la France.

de résidence, selon le cas. L'entente franco-québécoise ne modifiera en rien ces procédures, souvent longues et fastidieuses.

Une fois ces démarches accomplies, un Québécois reconnu par une corporation professionnelle française pourra exercer partout en Europe après un délai d'attente de trois ans, comme le stipulent les règles de l'Union européenne, qui s'appliquent par exemple à un architecte italien venant travailler en France. De même, un architecte français reconnu par la corporation québécoise pourra bientôt exercer au Canada grâce aux récents Accords sur le commerce intérieur (ACI).

«En France, pour accueillir un ressortissant non communautaire, il faut une autorisation du préfet et prouver que personne ne peut occuper cet emploi après le lancement d'un appel à candidatures, dit le négociateur français, Yves Doutriaux. Ce qui est un peu compliqué», reconnaît-il. Au Québec, le ministère de l'Immigration vient d'adopter un règlement qui offrira un traitement prioritaire aux candidats bénéficiant d'un ARM, précise Gil Rémillard.

Dans une entreprise comme Patriarche & Co, on se réjouit de cette entente sur la mobilité. Cette entreprise française d'architecture et d'ingénierie qui a un bureau à Montréal pourra plus facilement faire circuler ses architectes entre Paris et Montréal, explique le directeur général, Damien Patriarche. Jusqu'à maintenant, le bureau de Montréal n'était qu'une simple agence de dessin, faute de pouvoir faire reconnaître les qualifications des professionnels français qui y travaillaient.

Par contre, pour une entreprise comme PCO innovation, qui emploie 500 experts dans 30 pays, les choses ne changeront pas beaucoup. Comme le dit Alix Ly, conseillère en mobilité internationale, «notre problème, c'est surtout l'obtention des autorisations de travail». La reconnaissance professionnelle pourrait convaincre certains professionnels de s'expatrier, mais, pour aller au-delà, il faudrait avoir un véritable traité international.

Collaborateur du Devoir

Une nouvelle ville

## Que la cohabitation soit

Les automobiles ne sont plus propriétaires de la rue

Avez-vous remarqué que sont apparus dans plus d'une rue québécoise ces panneaux où s'inscrivent ces mots: «Corridor scolaire»? Et ils ne seraient que les premiers signes d'une reconquête en cours. Assisterions-nous à la fin d'un règne? Celui de l'automobile-reine?

NORMAND THÉRIAULT

C'était en banlieue lyonnaise, là où la ligne C3, celle du trolley qui va de la gare Saint-Paul à Vaulx-en-Velin, d'ouest en est, conduit à l'École nationale des travaux publics de l'État, une sorte d'École polytechnique consacrée au génie appliqué à la construction et à l'urbanisme. Et, dans l'amphithéâtre, ils étaient venus de la Suisse, de la France, de la Grande-Bretagne et du Québec pour discuter et présenter des expériences où le mot d'ordre était «Sécurité avant tout».

Si un Marc Blanchet, de la Ville de Montréal, allait élaborer sur les raisons qui font que sa ville est en voie d'implanter une réglementation pour réduire en zone urbaine les limites de vitesse, le tout étant assisté par ces radars que craignent déjà les conducteurs trop véloces, il a été précédé par d'autres qui ont fait état d'une nouvelle démarche en planification urbaine.

La Belgique, flamande ou wallonne, a mis à mal son code de

la route qui est devenu le Code de la rue, où il est écrit que «chaque usager doit pouvoir se déplacer en toute sécurité»

## Corridors, corridors

Ainsi, Diane-Michèle Potvin, du ministère des Transports du Québec, et Hélène Bourdeau, une ingénieure coordonnatrice en transport et circulation de la Ville de Laval, s'étaient déplacées aux Entretiens Jacques-Cartier pour expliquer le programme québécois qui a permis la mise en place de corridors scolaires. Et plus d'un Québécois qui se serait trouvé dans la salle aurait été surpris d'apprendre que cette initiative lie tout autant transport et éducation que remise en forme des jeunes élèves. Et le ministère de la Santé et des Services sociaux subventionne les aménagements nécessaires à l'implantation de ces corridors, car ils ont pour objet de faire en sorte que les enfants rejoignent l'école à pied ou en vélo, formule souhaitée pour promouvoir l'activité physique.

Si la réalisation d'un tel programme paraît simple, qu'on se détrompe: il faut près d'une année pour évaluer un quartier, consulter parents, enfants et autorités diverses, mettre en place signalisations et autres trottoirs, tout en limitant à l'occasion vitesse et accès. Et dire que chaque enfant aura aussi à tracer son parcours idéal.

## Zones multiples

En fait, tout cela n'est qu'un début dans le monde du nouvel urbanisme. Si la Table québécoise de la sécurité routière a accouché de résolutions qui font que vitesse, alcool au volant ou usage du téléphone en voiture sont maintenant plus lourdement pénalisés, ailleurs on repense la relation entre voiture et piéton.

Ainsi, en France, 45 villes ont déjà tracé des secteurs dits «zones de rencontre», des lieux où la vitesse est réduite à 30 km/h, car piétons, automobiles, vélos et autres modes de locomotion ont le droit de partager le même bitume.

Et en Angleterre, comme l'a rapporté Anne Jaluzot, de la Mission interministérielle architecture, urbanisme et cadre de vie, le Cabe, on annule les réalisations antérieures en démolissant les ouvrages qui avaient permis d'ériger des barrières entre les zones piétonne et automobile: le nouvel Oxford Circus à Londres a vu ainsi ses murs de béton «sauter», et l'espace se traverse tant en diagonale qu'en croisé: que le piéton circule en toute liberté! Et ailleurs, les nouveaux aménagements de Kensington High ont permis une chute drastique du nombre des accidents, un souhait du maire «rouge» que fut Ken Livingstone.

## Nouveau code

Mais ailleurs, on va encore plus loin. La Belgique, flamande ou wallonne, a ainsi mis à mal son code de la route qui est devenu le Code de la rue. Et c'est plus qu'un jeu de mots, car, comme le disait Isabelle Janssens, de l'Institut belge de sécurité routière, il est là écrit que «chaque usager doit pouvoir se déplacer en toute sécurité». Que les Fangio se le tiennent donc pour dit: la route ne leur appartient plus, car le principe du respect du plus faible prévaut et «Prudence» est le mot d'ordre.

Si tous alors s'entendaient pour dire que convivialité, courtoisie et prudence vont de pair, cela n'est pas encore une réalité québécoise, car ici la route se conquiert plus qu'elle ne se partage et c'est souvent la loi du plus gros et du plus fort qui établit le calendrier des priorités. De lourdes amendes transforment toutefois les habitudes, dirait Marc Blanchet.

Collaboratrice du Devoir

Le Devoir

Qualité de vie, qualité de ville

## Saint-Étienne rencontre Montréal

«Les villes ont leur singularité et leur individualité à sauvegarder»

Le XXI<sup>e</sup> siècle sera le siècle des villes. Pour réinventer le site urbain, le colloque intitulé Les Villes laboratoires du design, à Saint-Étienne, a présenté des stratégies pigées un peu partout autour du globe. Rencontre rian- te, la veille du colloque, avec trois membres du comité scientifique, fous de design.

CATHERINE LALONDE

Tassés en demi-cercle, ils sont trois, se coupant la parole pour terminer l'idée de l'autre, visiblement complices. Philippe Poullaouec-Gonidec, titulaire de la chaire Unesco en paysage et environnement de l'Université de Montréal. Josyane Franc, manager des relations internationales à la Cité du design et de l'École supérieure d'art et design de Saint-Étienne. Et Marie-Josée Lacroix, qu'on nomme en coulisses Madame Design Montréal, directrice du Bureau Design Montréal de la Ville de Montréal.

Après le précédent colloque, Nouvelles Villes de design, à Montréal en 2004, l'équipe «a identifié des régions avec des politiques qui mettent de l'avant la création en design», explique Marie-Josée Lacroix. Le nouveau colloque, précise Josyane Franc, présente des microprojets comme des réalisations monumentales, d'Eindhoven, Séoul ou Copenhague, et rassemble plus de pays que ce qu'on voit habituellement aux Entretiens.

Philippe Poullaouec-Gonidec indique que «les enjeux urbains sont les mêmes partout, mais on veut démontrer la grande diversité des façons de faire. Les villes ont leur singularité et leur individualité à sauvegarder.» Et un souffle à retrouver.

## De Montréal à Saint-Étienne

C'est autour de l'engagement que le colloque Les Villes laboratoires du design se déploie. En-



Marie-Josée Lacroix, directrice du Bureau Design Montréal de la Ville de Montréal et Philippe Poullaouec-Gonidec, titulaire de la chaire Unesco en paysage et environnement de l'Université de Montréal.

gagement des dirigeants à réenchanter la ville, mais aussi engagement citoyen et professionnel. Selon Marie-Josée Lacroix, «le design s'appuie encore sur des politiques volontaristes instaurées par des gens qui se battent pour un mieux-être. Il est vu comme luxueux, élitiste. L'architecture, le paysage, l'urbanisme, les gens ne comprennent pas que ça aussi, c'est du design. On doit tous un peu militer.» Mais un lien mystérieux semble réunir, côté design, Saint-Étienne et Montréal.

Saint-Étienne a été la première à reprendre le concours Commerce Design, né à Montréal pour encourager la qualité de l'aménagement des commerces et vitrines. «Montréal n'est pas à l'échelle de Paris ou de Londres, rappelle Mme Lacroix. Il nous est plus facile de dialoguer et d'appréhender avec des villes plus petites, parce qu'on n'a pas les enjeux des mégapoles.»

Et les deux villes se retrouvent dans leur passé industriel, comme dans le fait qu'elles ne sont pas charmantes, «pas comme Québec, par exemple», dit M. Poullaouec-Gonidec en riant, mais «belles dans ce qu'elles ont d'humain».

Et Josyane Franc renchérit: «À Saint-Étienne, on a cet adage qui dit qu'on pleure en arrivant... et qu'on pleure en repartant.» Ce à quoi Marie-Josée Lacroix rajoute: «Une enquête de Tourisme Montréal a dévoilé que ce que les touristes aiment le plus



Philippe Poullaouec-Gonidec Josyane Franc, manager des relations internationales à la Cité du design et de l'École supérieure d'art et design de Saint-Étienne

de Montréal, ce sont les Montréalais!» Et Philippe Poullaouec-Gonidec de rajouter, tout sourire: «... contrairement à Paris, dont on dirait que c'est une belle ville, mais que les Parisiens sont chiants!»

Collaboratrice du Devoir

## ENTRETIENS JACQUES-CARTIER

Ville, université et entreprise

## Le savoir rend la ville dynamique

« Il faut aussi développer une vie culturelle à la hauteur des attentes »

«Lorsqu'on se demande pourquoi certaines villes réussissent mieux que d'autres, on remarque une constance: les villes qui sont les plus dynamiques ont en commun une concentration d'activités de savoir. C'est directement lié à la réussite des villes.» C'est ainsi que Jean-Michel Daclin, adjoint au maire de Lyon chargé du rayonnement international, du tourisme et des affaires européennes, a ouvert le colloque intitulé Ville, université, entreprise: les défis de la créativité et de l'innovation, qui s'est tenu le 1<sup>er</sup> décembre aux salons de l'hôtel de ville de Lyon.

MARTINE LETARTE

Plusieurs invités prestigieux ont fait la démonstration de l'utilité d'un lien qui unirait ville, savoir et université. Yves Beauchamp, directeur général de l'École de technologie supérieure (ETS), est venu expliquer comment son établissement a joué un rôle de levier pour revitaliser le sud-ouest du centre-ville de Montréal depuis 1997. Laboratoires, résidences, entreprises, projets immobiliers, services de proximité: le quartier s'est complètement reconstruit au fil des ans. «Le succès attire le succès. Encore plus de six milliards de dollars d'investissements sont prévus dans le quartier durant les prochaines années», a indiqué M. Beauchamp, précisant que l'ETS construira pour sa part la Maison des étudiants, le Centre d'innovation et d'incubation pour l'industrie et un parc urbain.

Le CHUM: tout baigne!

Il a aussi été question du CHUM. «Ce projet d'envergure internationale aura un effet structurant sur la ville et améliorera la qualité de vie de ses résidents», a indiqué Guy Gélinau, directeur général du Quartier de la santé de Montréal.

Il a expliqué que la construction du nouveau centre hospitalier affilié à la faculté de médecine de l'Université de Montréal remembrera le tissu urbain en attirant dans le secteur différents partenaires et acteurs importants de la santé. «Le Quartier de la santé sera une véritable force réunificatrice et rassembleuse qui transformera la ville de Montréal», a-t-il indiqué. Étonnamment, malgré les nombreux Québécois présents dans la salle, personne n'a fait allusion au feuillet du CHUM, qui dure depuis 14 ans.

Présent à la rencontre, Christian Paire, nouveau directeur général du CHUM, n'en a pas fait tout un plat. «Dans tout projet majeur, la phase de gestation est la plus difficile et elle est inévitable. Mais, à un moment

donné, il faut trancher. On a besoin de quelqu'un qui porte le projet au Québec. C'est une condition essentielle à sa réussite. J'y vais avec enthousiasme», a-t-il confié au Devoir.

L'Europe: une autre réalité

En Europe, les universités et les centres de recherche se développent bien différemment qu'ils ne le font au Québec. «Sur le Vieux Continent, on est en train de passer d'une logique de bâtiment à une logique de campus. Mais, contrairement à l'Amérique, il n'y a pas beaucoup d'espace pour la construction», a indiqué Jean-François Arrue, conseiller municipal délégué auprès du maire de Lyon et vice-président du Grand Lyon universités et recherche.

Ainsi, pendant qu'à Montréal



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

L'École de technologie supérieure a joué un rôle de levier pour revitaliser le sud-ouest du centre-ville de Montréal depuis 1997.

on construit des campus intégrés à la vie urbaine, en Europe, on construit en périphérie.

C'est le cas de l'Université de Liège, en Belgique, dont la majeure partie des activités se dé-

roulent au campus Sart Tilman, à une dizaine de kilomètres du centre-ville. «C'est un campus extrêmement vert, sur une colline, tout près du fleuve», a expliqué le recteur, Bernard Rentier.

Qui dit développement en périphérie dit nécessairement problème de mobilité. «Nous avons développé un service de transport public efficace, mais, tout de même, les défis à relever sont grands en matière de transport», a-t-il ajouté.

L'École polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL) a aussi déménagé son campus à Ecublens, à quelques kilomètres du centre-ville de Lausanne. L'impact sur la ville a été significatif. «L'université est composée de trois sites et 30 000 personnes y voyagent chaque jour, alors il a fallu construire des lignes de métro pour relier ces sites. C'est vraiment venu restructurer la ville», indique Patrick Aebischer, président de l'EPFL.

Pour satisfaire les besoins des étudiants, des immeubles à logements, des hôtels, une bibliothèque et une extension du centre sportif ont entre autres été construits. De plus, le Rolex Learning Center, un bâtiment dédié à la vie étudiante, à l'architecture futuriste, est en construction actuellement et son inauguration est prévue en 2010.

L'importance de la culture

Mais, pour attirer les activités de savoir, une ville doit également faire quelques efforts en

ce qui a trait à la culture. C'est du moins l'avis de M. Arrue. «Il faut aussi développer une vie culturelle à la hauteur des attentes des étudiants, des professeurs et des chercheurs. Les villes doivent construire des théâtres, des salles de spectacles, mais aussi soutenir économiquement les entreprises culturelles pour rendre leurs œuvres accessibles à la population étudiante», affirme-t-il.

Pour exprimer leur créativité, les artistes doivent aussi avoir accès à des laboratoires bien équipés qui correspondent à leurs besoins, croit pour sa part Simon Brault, président de Culture Montréal et directeur de l'École nationale de théâtre du Canada. Cela peut prendre différentes formes.

«A New York, a-t-il indiqué, on s'est aperçu à un moment donné que les artistes n'avaient plus d'espaces locaux accessibles, alors que c'est indispensable. En musique, je pense par exemple à Arcade Fire, ce sont des bars, d'anciens clubs sociaux dans lesquels ils ont eu la chance de faire du bruit, qui leur ont permis de se rendre où ils sont aujourd'hui. Tout est une question de contexte, et c'est important de se pencher sur les besoins de nos créateurs.»

Collaboratrice du Devoir

U de

M

Université  de MontréalL'UDEM SE DÉMARQUE POUR LA 22<sup>e</sup> FOIS AUX ENTRETIENS JACQUES CARTIER

Grand partenaire de l'événement depuis sa création, l'Université de Montréal rassemblait cette année pas moins de trente chercheurs et dirigeants qui ont apporté leur expertise sur les enjeux qui secouent la planète. L'UdeM a entre autres partagé le fruit de ses recherches sur :

les troubles alimentaires,  
le vélo dans la ville,  
l'avenir des grands fleuves,  
le fonctionnement du cerveau,  
les changements climatiques,  
les maladies animales transmises à l'être humain,  
les littératures francophones,  
les retombées positives de l'Accord Canada-Union européenne pour nos universités.

La collaboration de l'Université de Montréal aux Entretiens Jacques Cartier illustre de manière éloquente sa contribution à l'avancement scientifique, économique et culturel de l'institution ainsi qu'à celui de l'ensemble de la société.

L'UdeM, l'une des meilleures universités au monde selon *The Times Higher Education*, constitue avec ses écoles affiliées, HEC Montréal et l'École Polytechnique, le premier pôle d'enseignement et de recherche du Québec.

UN

PRESSES INTERNATIONALES  
POLYTECHNIQUEÉditeur de génie  
Distributeur du savoir

www.polymtl.ca/puis



## ENTRETIENS JACQUES-CARTIER

Dances de rue et danses d'intérieur

## « Les lieux restent teintés après avoir reçu une danse »

À la conquête des espaces publics d'ici et d'ailleurs

C'est la chorégraphe Trisha Brown qui a vraiment fait entrer la danse *in situ* dans l'histoire de l'art. Dans *Roof Piece*, en 1973, elle pose des danseurs sur les toits de New York. La pièce peut être vue des fenêtres des immeubles environnants. Depuis, la danse n'a pas hésité à envahir des espaces insolites, publics comme privés.

CATHERINE LALONDE

Quel meilleur endroit pour discuter des Espaces de la danse que le studio de ballet de l'Opéra de Lyon? Au dernier étage de la verrière qui surplombe l'édifice historique, artistes et diffuseurs discutaient de tous les lieux où la danse peut se déployer, dedans comme dehors, en ayant sous les yeux les ardoises rouillées des toits de la ville, percées par les clochers.

La danse *in situ*, rappelons-le, se joue dans l'espace public. Soit en extérieur, dans les rues, les marchés, les parcs, où les passants sont pris par surprise, libres de regarder une minute, une heure ou pas du tout. Soit dans un espace intime, devenu ainsi public pour l'occasion. En appartement, dans un lobby d'hôtel, dans un hôpital, dans un musée. Chose certaine, la danse *in situ* sort du cocon scénique habituel, protecteur et coutumier. Elle entraîne du coup sa flopée de questions et de problématiques, tant chez les créateurs que chez les diffuseurs et les spectateurs.

## Danser dehors

Il y a les projets extérieurs. Ceux, monumentaux, de Noémie Lafrance, qui envahissent les piscines vides, les murs, des espaces immenses. Il y a les parcours, comme *Tu vois ce que je veux dire?*, de Projet In Situ, qui fait marcher à l'aveugle le spec-



Paul-André Fortier reprend 30 jours de suite son solo intitulé 30 X 30, beau temps mauvais temps, dans chaque ville où il le présente.

PHILIPPE FAVREAU

tateur pendant deux heures dans la ville. Il y a *30 X 30*, un solo que Paul-André Fortier reprend 30 jours de suite, beau temps mauvais temps, dans chaque ville où il le présente.

Dans ces interventions, le créateur développe une réaction quasi intime avec la ville où il danse. Et le diffuseur doit lui aussi s'engager au-delà de ce qui lui est habituel, rappelait en riant Paul-André Fortier. Lui-même entraîne ses producteurs dans de longues marches, pendant un ou deux jours, afin de repérer le lieu de la ville le plus propice, le plus signifiant pour son solo. Car, en *in situ*, trouver l'endroit, l'écrin idéal à la chorégraphie est essentiel. Pas question de poser une pièce n'importe où, au hasard. Il faut servir la création.

Dehors, l'environnement changeant est très inspirant pour l'interprète. Et très exigeant. Les conditions de représentation sont incontrôlables: pas de climatisation ni de parapluie, pas de plancher résilient pour protéger les articulations. Et le public, plus libre que jamais, peut choisir de danser de concert, de critiquer à haute voix. Ou de ne pas en être: Fortier se souvient d'une représentation, à Manchester, où il est resté entièrement seul.

## Risque partagé

Le risque est partagé aussi par le diffuseur, puisque la plupart des projets *in situ* extérieurs se livrent gratuitement, avec cette beauté de l'improvisation et de l'accessibilité. Car c'est là un des nerfs de la guerre, ce

désir de rejoindre un public autre, celui qui craint les théâtres ou n'a pas les moyens d'y frayer, par exemple. Et le geste, en sortant de son cadre habituel, peut aussi facilement devenir politique ou social.

Lors d'une période de questions, les danseurs tunisiens Hafiz Dhaou et Aïcha M'Barek ont spontanément partagé l'expérience vécue auprès de la chorégraphe Syhem Belkhdja. Alors que les manifestations publiques, à cause de la montée de l'intégrisme, étaient interdites à Tunis, Belkhdja a fait descendre dans la rue, en protestation, un bataillon de danseurs et de danseuses déguisés en majorettes. Surprise: le maire de Tunis a tellement apprécié qu'il a fourni transport et essence pour que la troupe tourne dans les

banlieues et les villages. Récupération politique, oui. Mais la chorégraphe a gagné le droit d'envahir l'espace public.

*In situ*, ce sont aussi des projets intimes. On a vu l'an dernier à Montréal *Un 9 1/2 à partager*, par La 2<sup>e</sup> porte à gauche. Latifa Laâbissi, de Rennes, a présenté, au colloque Habiter, un projet où elle entre chez des volontaires, trouvés par petites annonces, pour filmer chez eux une improvisation de danse inspirée du lieu, avant de présenter les films aux invités de son hôte. Line Nault a présenté *L'Espace des autres*, où elle fait physiquement la synthèse d'un parcours interprété par 30 personnes et le donne dans l'espace contigu d'un hangar. Dans ces projets, la proximité et l'intimité avec le

spectateur sont prononcées. Comme dans les parcours, où le public est actif, lui-même acteur de la pièce.

«Les lieux restent teintés après avoir reçu une danse», a dit Francine Casadesus, directeur du théâtre Mercat de les flors, en citant l'exemple d'un projet qu'il a mené en prison et qui a changé la vision du cachot qu'avaient les détenus. Il suffit parfois de donner une clé ouvrant sur l'imaginaire. Paul-André Fortier, lui, a reçu des commentaires des spectateurs-passants surpris du vide, quand, après 30 jours de présence quotidienne, le danseur a cessé d'y être. Où que soit donnée la danse, semble-t-il, les murs en gardent la mémoire.

Collaboratrice du Devoir

La littérature québécoise à l'honneur

## Et Wajdi de raconter!

«Pour une littérature-monde en français» remis en question

Wajdi Mouawad a reçu un doctorat honorifique lors de la cérémonie d'ouverture des Entretiens du Centre Jacques Cartier, le 29 novembre, à Lyon. Il a par la suite accepté de répondre aux questions d'étudiants, à la demande de la section Arts de l'École normale supérieure.

MARTINE LETARTE

L'émotion et la profondeur étaient à l'honneur lors de la rencontre avec Wajdi Mouawad. Pour répondre à une question, 30 minutes étaient souvent nécessaires à l'artiste, qui a fait preuve d'une grande intensité.

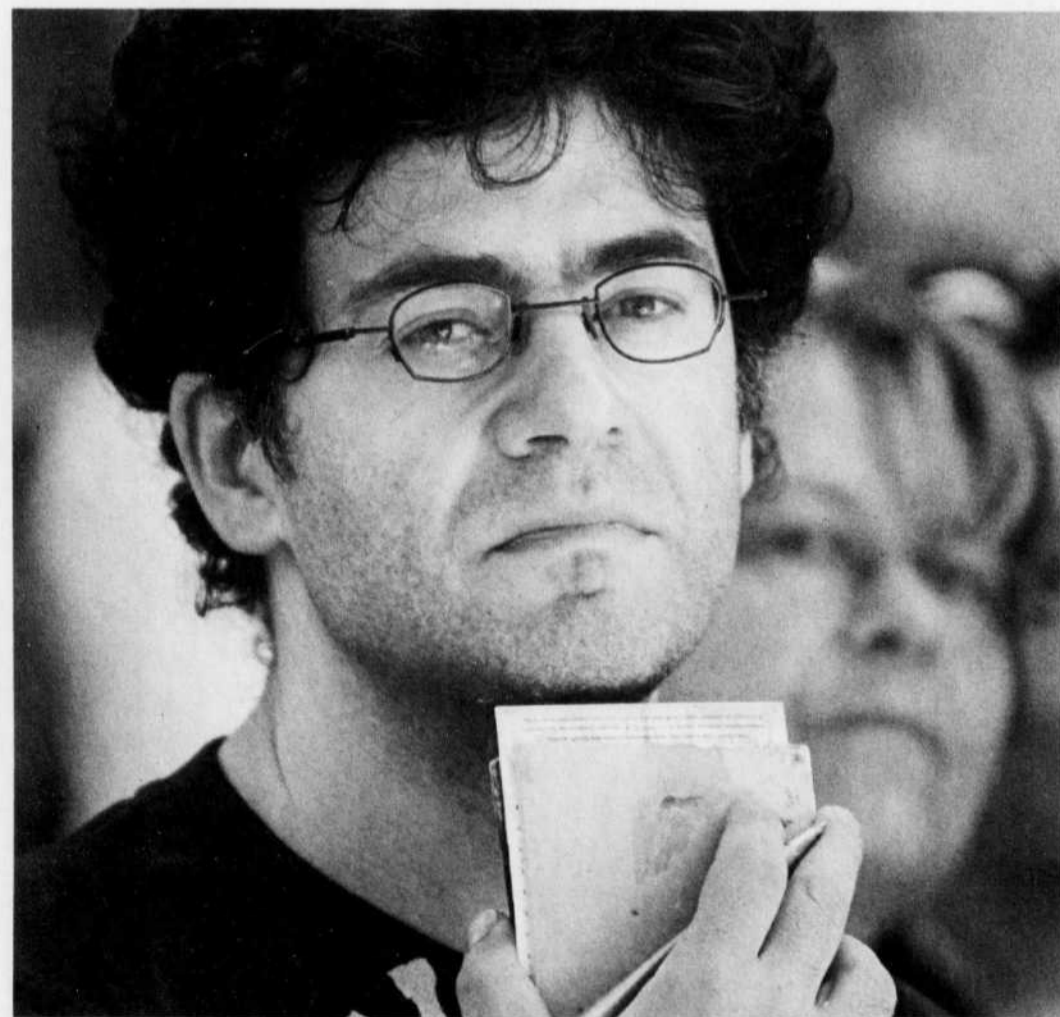
On a parlé de langue, bien sûr. Wajdi a appris le français à l'âge de neuf ans, lors de son arrivée en France. Il a aussi été question de la langue qu'il a perdue: l'arabe. Un grand complexe pour l'artiste.

Wajdi a aussi expliqué aux étudiants comment il est arrivé à sortir du cadre qu'il avait appris à l'école de théâtre. Une démarche salutaire, libératrice, qui lui a permis de faire les choses à sa manière, en travaillant en collaboration avec les acteurs. C'est ainsi qu'il a accouché de *Littoral*.

## Réécriture

En plus de nombreux étudiants, on retrouvait dans la salle les participants du colloque intitulé *Parodies, pastiches, réécritures*: la question des modèles dans les littératures francophones. Comme trois conférenciers ont dû se désister — deux pour cause de maladie et une pour cause d'accouchement! — l'occasion était trop belle d'aller écouter Wajdi Mouawad.

Les propos de l'auteur, qui est, pour certains, libanais, pour d'autres, français, canadien ou encore québécois, se



ANNE-CHRISTINE POUJOLAT AGENCE FRANCE-PRESSE

À Lyon, le dramaturge Wajdi Mouawad a répondu aux questions d'étudiants, à la demande de la section Arts de l'École normale supérieure.

mariaient bien avec les thématiques abordées dans le colloque.

«L'objectif était de réunir des spécialistes de la littérature francophone de différentes régions du monde pour regarder comment les écrivains s'inspirent des différents modèles littéraires», explique Lise Gauvin, professeure au département des littératures en langue française à l'Université de Montréal et responsable scientifique du colloque.

Il a aussi été question de la coexistence des différentes lit-

tératures francophones. Dès l'ouverture du colloque, Mme Gauvin a fait allusion au manifeste *Pour une littérature-monde en français* signé par 44 écrivains et publié dans *Le Monde* en 2007, qui promeut une littérature libérée de son pacte exclusif avec la nation.

Invitée à se prononcer sur le sujet, Françoise Lionnet, professeure de littérature comparée à l'Université de la Californie à Los Angeles, ne croit pas du tout à l'idée. «Une littérature-monde, c'est une littérature

qui vient de Paris. C'est un vieux projet de colonisation recyclé, finalement! Je crois plutôt à des littératures francophones dans lesquelles on voit des traces créoles, maghrébines ou autres. C'est ce qui fait la richesse d'une littérature», explique celle qui est originaire de l'île Maurice.

Preuve que la langue est un sujet très sensible, le manifeste suscite encore le débat près de trois ans après sa parution.

Collaboratrice du Devoir

## Monique LaRue reçoit le premier prix Jacques-Cartier du roman de langue française

C'est la romancière Monique LaRue qui a eu l'honneur de recevoir le premier prix Jacques-Cartier du roman de langue française, pour son plus récent ouvrage, *L'Œil de Marquise*.

Ce prix est hautement significatif pour l'auteure. «Plus il y aura de contacts entre les littératures québécoise, française et francophone en général, mieux ce sera.»

Pour l'écrivaine qui a toujours beaucoup voyagé, le Québec s'inscrit dans le monde et cela se traduit dans ses œuvres. Dans *L'Œil de Marquise*, par exemple, il est question des relations humaines à l'ère de la mondialisation. «Pour écrire mes romans, j'observe autour de moi, j'écoute ce que les gens disent et je retransforme tout cela en récit. C'est une façon d'étudier la société.»

Pour réaliser ce travail, l'écrivaine accorde plusieurs années à l'écriture d'un livre. «Je laisse mes livres macérer très longtemps. Cela donne des livres très denses», explique-t-elle.

Le prix Jacques-Cartier du roman de langue française est accompagné d'une bourse de 10 000 \$. Monique LaRue a également reçu le Grand Prix du livre de Montréal pour *Copies conformes*, en 1990, et le Prix littéraire du gouverneur général, en 2002, pour *La Gloire de Cassiodore*.

M. L.



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Monique LaRue